

# CFSI

## 50 ans

d'action collective  
pour un développement  
solidaire



### RAPPORT D'ACTIVITÉS 2010

Comité français pour la solidarité internationale  
32 rue Le Peletier - 75009 Paris  
Tél. : 01 44 83 88 50 - Courriel : [info@cfsi.asso.fr](mailto:info@cfsi.asso.fr)



[www.cfsi.asso.fr](http://www.cfsi.asso.fr)



<b>1</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>5</b>
	2010 : deux anniversaires symboliques.....	5
	2010 : quatre programmes majeurs et un partenariat reconduits .....	5
	2010/2012 : préparer le renouvellement.....	6
<b>2</b>	<b>AGRICULTURE ET ALIMENTATION.....</b>	<b>8</b>
<b>2.1</b>	<b>Le fonds agriculture et alimentation .....</b>	<b>8</b>
	Une démarche conjointe CFSI – Fondation de France .....	8
	178 dossiers reçus – 29 projets sélectionnés .....	8
	La mise en place d'un processus de capitalisation des actions soutenues dans le cadre du programme .....	9
<b>2.2</b>	<b>Togo : Programme Ville-Campagne .....</b>	<b>9</b>
<b>2.3</b>	<b>ALIMENTERRE .....</b>	<b>10</b>
	L'accroissement et l'animation du réseau militant ALIMENTERRE .....	10
	Des propositions innovantes pour accompagner les militants .....	11
	Plaidoyer pour des politiques européennes cohérentes avec le droit à l'alimentation .....	15
	Accroître le nombre et la diversité des OSC agissant en faveur de la CPD et du droit à l'alimentation.....	17
<b>3</b>	<b>ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE .....</b>	<b>20</b>
<b>3.1</b>	<b>Fonds économie sociale et solidaire .....</b>	<b>20</b>
<b>3.2</b>	<b>Programme FISONG – Formation et insertion professionnelle des jeunes.....</b>	<b>20</b>
<b>4</b>	<b>SOCIETE CIVILE ET PARTICIPATION.....</b>	<b>21</b>
<b>4.1</b>	<b>Convention programme SCP.....</b>	<b>21</b>
<b>4.2</b>	<b>Partenariat avec le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG) .....</b>	<b>23</b>
<b>4.3</b>	<b>Les programmes concertés pluri acteurs.....</b>	<b>23</b>
	PCPA CONGO .....	24
	PCPA ALGERIE - JOUSSOUR.....	25
<b>4.4</b>	<b>Médiatiser la face invisible du développement.....</b>	<b>26</b>
	Réalisation et diffusion de documentaires .....	26
	Un nouveau séminaire : « Filmer le développement » .....	28
<b>5</b>	<b>VIE ASSOCIATIVE .....</b>	<b>30</b>
<b>5.1</b>	<b>Adhésion .....</b>	<b>30</b>
<b>5.2</b>	<b>Bureau et conseil de direction.....</b>	<b>30</b>
<b>5.3</b>	<b>Adhésion à des collectifs.....</b>	<b>30</b>
<b>5.4</b>	<b>50 ans du CFSI.....</b>	<b>31</b>
<b>6</b>	<b>GENEROSITE DU PUBLIC .....</b>	<b>32</b>
<b>6.1</b>	<b>Appel à la générosité du public .....</b>	<b>32</b>
<b>6.2</b>	<b>Agrément du Comité de la Charte de Déontologie .....</b>	<b>32</b>
<b>7</b>	<b>ACTIONS ET OUTILS DE COMMUNICATION.....</b>	<b>33</b>

<b>7.1 Informations vers les organisations membres .....</b>	<b>33</b>
<b>7.2 Informations vers les donateurs et sympathisants .....</b>	<b>33</b>
Lettres électroniques .....	33
Communication écrite vers les donateurs .....	33
Campagne ALIMENTERRE .....	35
<b>7.3 Site Internet .....</b>	<b>37</b>
<b>8 Perspectives pour l'année 2011 .....</b>	<b>38</b>
<b>8.1 Activités .....</b>	<b>38</b>
Agriculture et alimentation .....	38
Economie sociale et solidaire .....	38
Société civile et participation .....	38
<b>8.2 Vie associative et définition des perspectives 2013 – 2015 .....</b>	<b>39</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>40</b>
AGRICULTURE ET ALIMENTATION .....	41
ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE – Projets sélectionnés en 2010 .....	51
SOCIETE CIVILE ET PARTICIPATION – projets sélectionnés en 2010 .....	53
ORGANIGRAMME .....	57
INSTANCES .....	58
Conseil de direction (31/12/2010) .....	58
ABREVIATION .....	60

# 1 INTRODUCTION

## **2010 : deux anniversaires symboliques**

### ***50 ans du CFCF/CFSI***

Juillet 1960 : c'est en réponse à l'appel de la FAO qu'est institué, dans le mois qui suit, un comité interministériel pour la campagne mondiale contre la faim. Soixante organisations de la société civile française ayant décidé d'y adhérer, le Comité français pour la campagne mondiale contre la faim est créé en décembre de la même année. Se détachant plus nettement de la FAO, ce CFCMCF devient le Comité français contre la faim en 1983. Elargissant sa mission d'origine, le CFCF devient Comité français pour la solidarité internationale en 1996.

Après la parution d'un dossier sur les 20 ans du CFCF en 1980, c'est l'histoire de 50 ans d'action collective, en lien avec la faim et la solidarité, qui a été reconstituée par notre Président Yves Berthelot, avec l'appui de Frédérique Deniau. Ce devoir de mémoire apporte un éclairage singulier sur l'enjeu de la faim et des agricultures, comme sur l'évolution du milieu de la solidarité internationale française.

Les 50 ans du CFSI ont été également marqués par l'adoption de la « Charte pour une agriculture familiale viable et durable au service d'une alimentation pour tous ». Rédigée au regard des premiers textes fondateurs de la « Campagne Mondiale contre la Faim » de 1963, la charte analyse les causes de la faim et alerte sur le risque d'aggravation dans les années à venir. Elle propose un nouveau paradigme fondé sur le rôle central des agricultures familiales pour nourrir le monde.

### ***10 ans d'ALIMENTERRE***

La campagne ALIMENTERRE a fêté en 2010 ses 10 ans. Cette campagne s'est construite grâce à près d'un an de débats argumentés et passionnés entre organisations membres du CFSI pour dénoncer les effets du commerce international sur l'agriculture et l'alimentation et promouvoir l'agriculture familiale. Elle a été riche d'animations, de « marchés alimentaires et solidaires », d'expositions et de publications pour sensibiliser un plus grand public à l'enjeu de nourrir le monde et de campagnes de mobilisation prenant exemple sur les exportations de volailles ou de lait en poudre.

Depuis 3 ans, ALIMENTERRE se concrétise notamment par un festival de films documentaires durant les mois d'octobre et de novembre. Ce festival est un espace de réflexion et de débat sur nos comportements individuels et collectifs face aux enjeux agricoles et alimentaires.

Aujourd'hui, ALIMENTERRE est relayée par près de 500 associations locales et plus de 80 000 personnes ont participé aux activités menées dans différentes villes de France mais aussi en Belgique, en Pologne et même au Bénin et au Togo, où l'idée a été reprise par des partenaires.

En parallèle, ALIMENTERRE a développé un travail sur la cohérence des politiques européennes avec le développement et en particulier le droit à l'alimentation. Ce travail nous a conduits à développer avec nos partenaires belges et polonais des relations avec les parlementaires européens. Cette thématique de la cohérence des politiques est de plus en plus prise en compte par le Parlement européen. Elle fait son chemin aussi en France, au ministère des Affaires étrangères.

## **2010 : quatre programmes majeurs et un partenariat reconduits**

### ***Agriculture et alimentation***

Le programme reconduit est celui de la campagne ALIMENTERRE (voir ci-dessus). Axé sur le thème « contre la faim soyons cohérents », il a reçu l'appui simultané de l'Union européenne et de l'Agence française de développement pour la période 2010/12.

Quant au partenariat reconduit, il s'agit du Fonds pour l'agriculture et l'alimentation qui mobilise des ressources financières de la Fondation de France et du CFSI. En 2010, 30 projets annuels ou pluriannuels visant l'Afrique de l'Ouest ont été financés. 11 concernaient des membres du CFSI et/ou leurs partenaires locaux.

Ce partenariat permet d'aller plus loin dans l'échange de pratiques et la capitalisation d'expériences entre les acteurs de ces projets, sur la thématique « nourrir les villes ».

### ***La convention programme Société civile et participation***

En 2004, le CFSI a lancé un programme mobilisateur pour ses membres autour du renforcement des sociétés civiles et de leur participation à la construction et au suivi des politiques publiques. Ce programme touche quelques points sensibles de l'action non gouvernementale : évolution des partenariats Nord/Sud, réalité du renforcement des capacités, liens entre projets et politiques publiques.

Une évaluation externe des 5 premières années de cette convention programme a conclu à la pertinence de l'activité et en a recommandé la poursuite. Elle soulignait une double nécessité : d'une part, une meilleure co-construction de la phase à venir avec les organisations membres du CFSI ; et, d'autre part, une plus grande disponibilité du secrétariat du CFSI pour accompagner les initiatives des membres et pour animer les échanges entre les différents porteurs de projets.

L'année 2010 a été mise à profit pour élaborer une nouvelle phase de cette convention programme (2011/2013) et pour identifier une première série d'actions à soutenir. Celles-ci se déroulent au Brésil, au Congo, en Guinée Bissau, en Guinée Conakry, au Mali et à Madagascar. Elles concernent différents thèmes de politiques (migratoire, énergétique, économique en faveur des artisans), ainsi que des politiques de développement local. La nouvelle phase de cette convention programme a été reconduite par l'AFD en septembre 2010.

### ***Les deux Programmes concertés pluri acteurs***

Pour aller plus loin dans sa démarche de renforcement des sociétés civiles, le CFSI joue également un rôle important dans la mise en œuvre de deux programmes concertés pluri-acteurs, en Algérie et au Congo. Chacun de ces programmes rassemble des organisations des pays concernés et leurs homologues en France. Dotés d'une gouvernance propre, ces programmes gèrent des fonds de projets au service de l'initiative associative, ainsi qu'un volet d'activités transversales facilitant les échanges et la structuration des acteurs. Une nouvelle phase s'est ouverte pour ces deux programmes, couvrant la période de mi 2010 à fin 2012 pour l'Algérie et mi-2013 pour le Congo.

En Algérie, le PCPA (appelé Jousour, autrement dit Passerelles en arabe) est centré sur la thématique de l'enfance et de la jeunesse. Il implique des associations algériennes (plus d'une centaine) qui existent depuis de nombreuses années mais aussi des jeunes qui montent leurs propres projets. Il est un lieu où plusieurs collectivités territoriales françaises ont trouvé de réelles collaborations avec leurs homologues algériens. Au regard des événements de ce printemps 2011, le renforcement des associations nationales et locales prend tout son sens.

En République du Congo, le PCPA a axé sa nouvelle phase sur deux priorités : soutenir des initiatives concernant la décentralisation et le développement local ; accompagner des plateformes thématiques sur des politiques sectorielles.

### **2010/2012 : préparer le renouvellement**

Ce panorama rapide pointe les principales activités qui seront reconduites dans les années à venir. Pour autant, il n'épuise pas l'ensemble des activités menées en 2010 (appel à projets en économie sociale et solidaire, programme FISONG de l'Agence française de développement sur la formation professionnelle et l'insertion des jeunes en Mauritanie et au Mozambique, programme ville-campagne au Togo, programme de production de documentaires).

Toute cette activité au service des membres et de leurs partenaires, mais aussi d'espaces élargis de coopération, repose sur une équipe très mobilisée, les responsables de programmes comme l'équipe administrative et la communication. Et l'équipe elle-même puise sa motivation dans l'engagement des organisations membres – un engagement qui va de plus en plus

au-delà de la relation entre un bailleur d'appoint et des bénéficiaires. Le nombre de réunions collectives et la présence des membres dans leur diversité témoignent d'une appétence pour l'échange et le dialogue.

Bon présage pour construire un nouvel avenir pour le CFSI. C'est la tâche qui a été engagée en 2010 et qui doit être conclue en 2012. Ce chantier mobilisateur vise à :

- mieux articuler les activités au service de la thématique de l'agriculture et de l'alimentation ;
- renouveler les engagements du CFSI au service d'une coopération de société à société ;
- et inscrire son action dans le cadre de l'économie sociale et solidaire.

Ce renouvellement sera l'occasion de renforcer le lien entre collectivités territoriales, syndicats, organisations de l'économie sociale et solidaire et ONG, donnant tout son sens au CFSI.

Jean-Louis Vielajus

Mai 2011

## 2 AGRICULTURE ET ALIMENTATION

Le thème agriculture et alimentation rejoint l'intérêt de la majorité des organisations membres du CFSI. Il se concrétise par :

- le soutien à des projets porteurs d'innovations techniques, sociales ou économiques ;
- l'animation d'un réseau d'organisations qui participent depuis 10 ans en France et progressivement à l'international, au volet information et de sensibilisation de l'opinion publique du programme ALIMENTERRE ;
- la mobilisation des acteurs de la solidarité autour du thème de la cohérence des politiques française et européenne par rapport à leurs politiques de coopération et au développement dans le cadre du programme ALIMENTERRE.

### 2.1 Le fonds agriculture et alimentation

#### Une démarche conjointe CFSI – Fondation de France

Depuis 2009, la Fondation de France (FdF) et le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) ont mis en place un appel à projets conjoint, visant la promotion de l'agriculture familiale. Ce programme s'est concentré en 2010, sur l'Afrique de l'Ouest.

L'*objectif général* est de promouvoir des initiatives locales de renforcement d'une agriculture africaine viable et durable, et d'en partager les acquis à des échelles plus vastes. Plus spécifiquement, les projets soutenus dans le cadre de l'appel visent à :

- améliorer et sécuriser la production, la transformation, la conservation et la commercialisation de produits agricoles et d'en assurer l'accès aux consommateurs urbains pauvres, par des actions concrètes ;
- partager entre acteurs locaux, et même au niveau national et international, les connaissances acquises à travers ces pratiques ;
- s'inscrire dans une perspective de protection de l'environnement, incluant les enjeux de biodiversité, du changement climatique, etc.

L'appel 2010 était doté d'un fonds de 905 000 € (695 000 euros d'apport de la Fondation de France, et 210 000 euros d'apport du CFSI). L'appel était ouvert à des projets en partenariat réunissant au moins une organisation basée en Afrique de l'Ouest et une organisation française. Ces projets pouvaient être annuels ou d'une durée maximum de trois ans.

#### 178 dossiers reçus – 29 projets sélectionnés

L'appel a été largement diffusé *via* les réseaux identifiés par la Fondation de France et le CFSI. Le secrétariat de cette initiative a été assuré par le CFSI : service questions/réponses aux organisations candidates durant la préparation de leur dossier, réception, vérification d'éligibilité et pré instruction, organisation des réunions de présélection puis d'instruction, réponse finale aux candidats non retenus. Un comité de sélection a été mobilisé, comprenant des représentants du comité de solidarité internationale de la Fondation de France et du comité consultatif du CFSI.

Au total, le secrétariat a reçu 178 dossiers provenant de 10 pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo et France), dont près de la moitié d'organisations africaines, et devant être mis en œuvre dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo). Parmi ces 178 dossiers, 7 organisations membres du CFSI étaient impliquées sur 22 dossiers.

L'éligibilité a consisté à vérifier si les candidats répondaient aux critères administratifs de l'appel (organisation déclarée, existence depuis plus de 1 an, projet déposé en partenariat), si le dossier technique et administratif était complet et si le montage financier proposé répondait au cadre de l'appel.



L'instruction finale a été assurée par le comité de sélection. Chaque dossier a été analysé par au moins deux membres de ce comité, suivant une grille d'analyse et de notation élaborée collectivement au préalable. La sélection a été établie sur des critères de qualité de chaque projet, sans considération sur la nature ou l'origine des porteurs, et sans intention de répartition entre les pays de mise en œuvre des actions.

Sur les 178 dossiers enregistrés, 29 dossiers ont été finalement sélectionnés pour une enveloppe globale de 905 000 €.

Porteur	Total	Eligibles	Sélectionnés
France	95	72	21
Afrique	83	36	8
TOTAL	178	108	29

Concernant le territoire de réalisation des projets, 11 pays sont concernés :

- 4 pays regroupent plus de 75 % des projets soutenus : Bénin, Burkina Faso, Sénégal et Togo ;
- les autres projets concernent, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger.

En termes de durées, 38 % des projets sont annuels, et 45 % sont triennaux.

Les organisations membres du CFSI portent 10 des projets soutenus, et sont partenaires de 2 autres projets. Par ailleurs, l'appel à projets conjoint Fondation de France - CFSI étant limité à l'Afrique de l'Ouest, le CFSI a alloué une enveloppe complémentaire de 30 000 € pour permettre à des membres de présenter des projets en dehors de cette zone géographique. Un projet d'ESSOR au Mozambique a ainsi pu être soutenu.

### **La mise en place d'un processus de capitalisation des actions soutenues dans le cadre du programme**

L'un des enjeux principaux du programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest » est de tirer des enseignements « globaux » à partir d'une somme d'expériences « micros » pour permettre un changement d'échelle et un plaidoyer en faveur de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest. Le travail de capitalisation est au cœur de cette réflexion.

Deux thématiques ont été examinées par la Fondation de France et le CFSI pour ce travail :

- « **Nourrir les villes par la production familiale locale** », en insistant sur la dimension économique de cette thématique : comment l'agriculture familiale locale peut-elle conquérir les marchés urbains ? A travers cette question, il s'agit non seulement de savoir comment l'agriculture familiale peut nourrir les villes (les produits locaux ont leur place sur les marchés urbains, ils peuvent être « compétitifs » par rapport aux produits exportés, les volumes et la qualité des produits sont suffisants...), mais aussi comment la population rurale peut vivre correctement d'une activité agricole familiale ;
- « **Agriculture et environnement** », qui permet d'insister plus particulièrement sur les conditions de production et sur la gestion durable des moyens de production : l'agriculture familiale peut-elle produire suffisamment dans des conditions durables ?

« Nourrir les villes par la production familiale locale » a été retenue comme thématique prioritaire, avec l'idée de travailler sur la deuxième thématique en parallèle mais de façon plus légère. Ce travail a été initié en 2010 et a réellement commencé début 2011.

## **2.2 Togo : Programme Ville-Campagne**

Le programme Ville Campagne est porté par Echoppe en partenariat avec Echoppe Togo. Il est soutenu par l'Union européenne. Il est mis en œuvre depuis janvier 2008 pour une durée

de 4 ans. Il vise à rapprocher l'offre des producteurs de maïs de la demande des femmes transformatrices de maïs et restauratrices de rue à Lomé grâce à un fonds de roulement.

Cette troisième année est caractérisée par une progression du nombre de personnes impliquées. Le groupement des femmes restauratrices de rue compte 166 femmes (contre 102 femmes en 2009 et 52 en 2008). Du côté des producteurs, 791 ont bénéficié du dispositif, contre 342 en 2009 et 268 en 2008. Parmi eux, on recense 292 femmes agricultrices soit 37 % des producteurs (contre 32 % en 2008).

Les restauratrices ont suivi une formation à l'hygiène développée en partenariat avec les autorités sanitaires togolaises, ce qui leur a permis d'améliorer la qualité de leurs services, de développer leurs activités et d'augmenter ainsi leur niveau de vie. Dans le même temps, les producteurs de maïs ont bénéficié d'un appui technique d'ingénieurs agronomes et d'une distribution de semences améliorées et d'intrants qu'ils remboursent en maïs. La production de maïs a atteint 453 tonnes (contre 342 tonnes en 2009). En 2010, le prix du maïs a été subventionné par l'Etat. Ceci a joué en défaveur du dispositif dans la mesure où certaines femmes ont préféré diversifier leurs sources d'approvisionnement en achetant du maïs subventionné à un coût moins onéreux. Afin d'écouler la production, 100 tonnes de maïs ont été vendus à l'Agence Nationale de Sécurité Alimentaire Togolaise (ANSAT).

## **2.3 ALIMENTERRE**

La campagne **ALIMENTERRE** « Contre la faim, soyons cohérents » vise une plus grande cohérence des comportements des citoyens et des producteurs ainsi que des politiques européennes par rapport à l'objectif de lutte contre la faim. Elle est menée jusque fin 2012 en partenariat avec des organisations polonaises. Ce partenariat s'inscrit dans une ouverture aux nouveaux états membres que le CFSI a développée depuis plusieurs années. La Pologne a été privilégiée en raison de son poids politique et de l'importance de son agriculture.

Quatre types d'activités ont été réalisés. Elles concernaient :

- l'animation du réseau qui relaie la campagne **ALIMENTERRE** ;
- l'appui à la mise en place d'activités destinées à sensibiliser les publics finaux ;
- le renforcement d'alliances avec des acteurs de la société civile européennes ;
- la sensibilisation et la mobilisation des décideurs européens, notamment du Parlement européen.

### **L'accroissement et l'animation du réseau militant ALIMENTERRE**

Pour atteindre les citoyens, le CFSI s'adresse à un public militant intermédiaire. En 2010, les objectifs généraux de l'action militante en France ont été les suivants :

- informer sur l'état actuel de la faim dans le monde et l'enjeu de nourrir le monde demain ;
- faire valoir le Droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire ;
- faire prendre conscience de la nécessité de soutenir une agriculture familiale, viable et durable ;
- sensibiliser chacun à sa responsabilité de citoyen et encourager les changements de comportements individuels et/ou collectifs.

Un accent particulier a été mis sur la nécessité d'une cohérence des comportements individuels et collectifs pour atteindre effectivement l'OMD n°1 (Objectif du millénaire pour le développement). Pour ce faire, le CFSI a cherché à accroître, diversifier et fédérer les réseaux en France pour une action durable de sensibilisation sur les thèmes du projet.

## ***Le réseau militant ALIMENTERRE – 490 organisations locales***

Le CFSI conduit la campagne ALIMENTERRE et sensibilise un large public grâce à un public militant intermédiaire qu'il accompagne. En 2010, cette dynamique s'est concrétisée par :

- l'animation du réseau, avec l'envoi de bulletins d'information relatifs aux outils de campagne et à leur utilisation, à la coordination et au planning des différentes étapes de campagne, à l'envoi de documents de fond ou d'actualités en lien avec les enjeux agricoles et alimentaires ;
- trois journées de « rencontre nationale du réseau ALIMENTERRE » organisées à Paris (mars, juin, décembre). Chacune de ces réunions a fait l'objet d'une présentation de cadrage et d'un compte-rendu que les participants ont rediffusés dans leurs réseaux respectifs ;
- un stage de deux jours à Lille. En prolongement des rencontres du réseau, il visait une bonne appropriation des fondamentaux et des outils de la campagne. Il a rassemblé 26 participants représentant 19 pôles ou relais ALIMENTERRE.

En termes de résultats, trois nouvelles organisations d'envergure régionale ont intégré la campagne (CASI Poitou-Charentes, Centraider en région Centre, Horizons Solidaires en Basse-Normandie). Composé d'une trentaine de têtes de réseaux dans 19 régions françaises, le réseau militant s'est ainsi fortement accru cette année. Au total, 490 organisations locales militantes (dont environ 450 en France) ont pris part à la campagne et au Festival de films. Ce chiffre marque une progression de près de 20 % par rapport à 2009.

## ***ALIMENTERRE dans 81 établissements scolaires agricoles***

Futurs professionnels, les élèves en lycées agricoles représentent un public privilégié de notre action de sensibilisation. Pour faciliter l'implication des lycées, deux réunions d'information ont été conduites avec le soutien de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) du Ministère de l'agriculture.

Au total, la participation des établissements d'enseignement agricole a nettement progressé. Alors que 34 établissements ont participé en 2009, ils ont été 81 en 2010. Cette croissance est en partie due à une première participation importante de l'enseignement agricole en Région Centre, mais également au renforcement de la participation en Poitou-Charentes.

## ***Une Charte comme fondement de l'action militante***

A l'occasion de son 50<sup>ème</sup> anniversaire, le CFSI a adopté une « Charte pour une agriculture familiale viable et durable au service d'une alimentation pour tous ». Rédigée au regard des premiers textes fondateurs de la « Campagne Mondiale contre la Faim » de 1963, la charte fait le constat du drame de la faim dans le monde depuis 50 ans, en analyse les causes et alerte sur le risque d'aggravation dans les années à venir. Elle propose un nouveau paradigme fondé sur le rôle central des agricultures familiales pour nourrir le monde.

La charte réaffirme l'engagement des membres et des partenaires du CFSI sur un socle de valeurs communes. C'est un outil de communication efficace du positionnement et de l'identité collective du CFSI. Afin de favoriser sa diffusion, elle a été traduite en anglais et en portugais.

## **Des propositions innovantes pour accompagner les militants**

Si le CFSI consolide son réseau militant et éducatif, il met également à sa disposition des outils et une offre de mobilisation. En France, le projet ALIMENTERRE 2010-2012 prévoit ainsi la création d'un centre de ressources sur internet et le renouvellement du Festival de films chaque année.

## ***La création du centre de ressources repoussée en 2011***

Ce site portera la vision collective d'une « agriculture familiale au service d'une alimentation pour tous ». Il proposera des ressources en lien avec les trois métiers du CFSI liés au domaine agriculture/alimentation : la sensibilisation du public, le plaidoyer politique et les connaissances issues des projets de coopération. Le lancement du projet a pris beaucoup de retard, du fait de difficultés de recrutement. Une personne a finalement été embauchée début 2011.

## ***Le Festival de films ALIMENTERRE : 400 projections-débats***

Depuis 2008, le Festival est l'événement national qui rassemble toutes les organisations relais, et qui leur permet d'animer les thèmes de la campagne ALIMENTERRE. Elles réalisent également une série d'autres activités tout au long de l'année.

2010 était une année particulière qui marquait les 10 ans d'ALIMENTERRE. Cet anniversaire a donné lieu à une manifestation conjointe, organisée à Lille par le CFSI et Cap Solidarités, association membre du CFSI, coordinatrice régionale de la campagne en Nord Pas-de-Calais depuis l'origine.

Ces différentes activités sont détaillées dans les trois parties qui suivent.

### **La coordination du Festival de films**

Activité phare de la campagne, le Festival de films ALIMENTERRE s'est donné comme objectif de projeter et mettre en débat les questions cruciales liées à l'alimentation et à l'agriculture, en France comme dans les pays pauvres. Ainsi l'événement :

- décrypte les causes économiques, sociales et politiques des désordres agricoles et alimentaires ;
- questionne les dérives du tout-productivisme et la libéralisation des marchés agricoles ;
- fait valoir le Droit à une alimentation saine et suffisante pour tous ;
- incite à une réappropriation de la question alimentaire par les citoyens ;
- reconsidère le travail des agriculteurs à sa juste valeur ;
- propose des pistes d'action concrètes pour soutenir un modèle agricole plus équitable, plus respectueux de l'environnement et des écosystèmes.

La philosophie du Festival est de créer les conditions d'un débat ouvert, citoyen et participatif. La confrontation d'idées et l'expression d'opinions divergentes, de la part des intervenants comme des spectateurs, sont encouragées.

Le Festival de films ALIMENTERRE 2010 a été organisé selon les modalités suivantes :

- cinq films documentaires traitant des enjeux agricoles et alimentaires Nord-Sud ont été sélectionnés par un comité regroupant la responsable éducation au développement du CFSI et des représentants des pôles et relais ;
- une trentaine d'organisations associatives ont participé, mobilisant elles-mêmes un tissu de partenaires locaux ;
- ces organisations ont organisé leur propre planning de projections-débats, entre le 15 octobre et le 30 novembre, dans des cinémas, des lieux publics ou au sein de lycées ou d'universités, dans une ou plusieurs villes et villages de leurs régions.

Le CFSI a assuré un travail de coordination, d'accompagnement et « d'outillage » qui s'est traduit par :

- la recherche de films et l'animation d'un comité de sélection du Festival. Une trentaine de nouveaux films ont été identifiés, s'ajoutant à un répertoire qui comporte désormais 160 films ;
- un appui financier attribué dans le cadre d'un appel à projets ALIMENTERRE. Une enveloppe de 20 000 euros a été répartie entre 17 organisations, pour encourager leur mobilisation ;

- la réalisation d'outils pédagogiques et méthodologiques : un manuel de campagne, un petit guide pratique sur les projections associatives en cinéma, des fiches pédagogiques pour chaque film du Festival et une fiche récapitulant les droits de diffusion des films 2010 pour un usage en dehors du Festival ont été rédigés ;
- la mise à disposition d'outils de communication et de promotion : une affiche A3, un dépliant Festival, une planche de flyers, un mail type de promotion du Festival et une bande annonce du Festival (générale et déclinée par film) ont été créés ;
- la création et la mise à disposition d'outils d'information et de sensibilisation à destination du public : un dépliant-calendrier « Que faites-vous 1 000 fois par an ? » tiré à 45 000 exemplaires et un tiré à part d'Alternatives économiques « Du champ à l'assiette, reconstruire la chaîne alimentaire » tiré à 10 000 exemplaires ;
- l'invitation de partenaires du Sud : six partenaires dont quatre d'Afrique de l'Ouest, une d'Afrique Centrale et un d'Amérique latine ont participé à cette campagne. Ils sont intervenus lors du Festival, ou à l'occasion de diverses animations et rencontres **ALIMENTERRE**.

En termes de résultats quantitatifs globaux, le Festival de films **ALIMENTERRE** a largement dépassé ses objectifs. Plus de 400 projections-débats (contre 250 en 2009) dans 200 villes ont été organisées. Plus de 24 000 spectateurs y ont participé, parmi lesquels 60 % de grand public et 40 % d'élèves, très majoritairement de niveau lycée. Au total, 140 établissements scolaires (dont 81 structures d'enseignement agricole) ont pris part à la manifestation.

Un bilan de communication détaillé ainsi qu'un reportage ont été réalisés sur l'événement. Ces supports, tout comme l'ensemble des documents pédagogiques, de sensibilisation ou de communication sont sur le site internet du CFSI.

### **ALIMENTERRE fête ses 10 ans à Lille**

Les 15 et 16 octobre 2010, autour de la Journée mondiale de l'alimentation, le CFSI et Cap Solidarités ont investi la Gare Saint Sauveur de Lille, pour fêter 10 ans de campagne **ALIMENTERRE** et les 50 ans du CFSI. Le 15 octobre, un déjeuner officiel a été organisé à la Mairie. Il a été suivi d'un grand débat intitulé « *Manger demain, qui en aura les moyens ?* » qui a donné lieu à une petite publication consultable sur notre site. Le Festival de films **ALIMENTERRE** a été lancé le soir avec la projection du film *Food, Inc.* suivie d'un débat auquel plus de 100 personnes ont participé. La journée du samedi était dédiée à un public plus familial. Un spectacle intitulé « Le grand jeu de la faim » a rassemblé 140 personnes et un espace a été animé par une trentaine d'associations (dégustation de produits, chasse aux trésors, défilé de mode équitable, contes, concerts, spectacle de slam, etc.). 3 500 personnes ont été officiellement recensées sur les deux jours.

### **Au total, 80 000 personnes touchées, 600 actions réalisées**

Le Festival de films est l'activité phare de la campagne **ALIMENTERRE**. Néanmoins, un éventail varié d'activités est réalisé tout au long de l'année, permettant de toucher plus largement le public.

En termes de résultats quantitatifs, les 490 organisations locales mobilisées sur la campagne **ALIMENTERRE** ont permis de toucher au total, près de **80 000 personnes, dont 73 000 en France**. Pour cela, plus de **600 actions** ont été organisées. Le tableau ci-dessous détaille le public touché par type d'activités :

Nature d'événements organisés	Nombre de personnes touchées (France seulement)	Nombre de personnes touchées (Total)
Festival de films ALIMENTERRE	20 753	24 597
Marché alimentaire et solidaire	5 700	8 200
Tenue de stand d'information ou présence lors de marchés, foires, salons	5 161	5 161
Projections de films (hors Festival), débats, table-rondes, conférences	1 125	1 125
Animations pédagogiques ou opérations en milieu scolaire	34 411	34 411
Animations en direction de tout public (conte, mur d'expression, etc.)	2 244	2 244
Repas, petits-déjeuners ou goûters solidaires organisés en milieu scolaire, universitaires...	2 345	2 345
Information / formation des militants	525	525
Utilisation des petites expositions	900	900
<b>TOTAL</b>	<b>73 164</b>	<b>79 508</b>

L'hétérogénéité de ces activités est très forte. Les marchés alimentaires et solidaires constituent de gros événements mobilisant de nombreux partenaires. Ils touchent un large public mais le niveau d'information et d'échanges est souvent limité. A l'opposé, les repas ou petits-déjeuners sont souvent des opérations touchant de petits groupes qui permettent des discussions et un niveau de sensibilisation plus fort. Les animations pédagogiques en milieu scolaire sont le plus souvent destinées à une classe ou un groupe restreint. Une opération de grande envergure en lien avec la restauration scolaire a été conduite à Montpellier, ce qui explique ces chiffres importants au regard de la nature de l'activité.

## **Plaidoyer pour des politiques européennes cohérentes avec le droit à l'alimentation**

Reprendre d'une main ce qu'on donne de l'autre, c'est ce que cherche à éviter la mise en cohérence des politiques européennes de développement (CPD) avec le développement et, en particulier, le droit à l'alimentation. Toutes les politiques, qu'elles soient par exemple agricoles ou commerciales doivent les prendre en compte. C'est pourquoi, les institutions européennes et les Etats membres doivent veiller à la CPD.

### ***Le Parlement européen devient un acteur majeur de la cohérence des politiques de développement***

Le Parlement européen étant devenu au fil des réformes institutionnelles un acteur majeur de l'UE et demeurant l'institution la plus accessible à la société civile, le CFSI a choisi d'en faire la cible principale de ses actions de plaidoyer, en s'adressant prioritairement aux élus français. En complément, des actions ont également été menées en direction de la Commission et des autorités françaises. En 2010, nous avons élargi et consolidé nos relations avec des parlementaires européens et contribué à ce que, pour la première fois, le Parlement s'engage et prenne des mesures concrètes en faveur de la CPD (rapport Keller, etc.).

### **Une information spécifique pour les parlementaires européens**

Différents outils ont été produits pour sensibiliser les parlementaires européens :

- une brochure en français, anglais et polonais intitulée « Pour des politiques européennes cohérentes avec la réduction de la faim dans le monde : quel rôle pour les parlementaires européens et ACP » a été éditée en mars 2010. Ce document a été préfacé par Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation :
- une lettre électronique publiée en trois langues (anglais, français, polonais) : la première sur le thème de la cohérence des politiques européennes, la deuxième sur le rapport Keller sur la CPD.

### **Un dialogue fructueux avec les parlementaires européens**

Le premier résultat concret du plaidoyer du CFSI, avec d'autres ONG européennes, s'est traduit par la décision de la Commission du développement du Parlement européen de rédiger un rapport d'initiative parlementaire sur la CPD confié à l'eurodéputée allemande Fransiska Keller (Verts). Cette initiative est en partie une réponse au 2ème rapport biennal publié par la commission en octobre 2009. Le CFSI, en tant que représentant de Coordination Sud et dans le cadre d'une délégation de CONCORD a participé à 3 réunions de travail avec la parlementaire. Un certain nombre des propositions du CFSI et de CONCORD ont été reprises par la rapporteuse.

Deux points importants ont suscité la réserve ou l'opposition de certains parlementaires : les modalités de mise en place d'un système de plaintes pour les victimes d'incohérence des politiques européennes et la nomination d'un rapporteur permanent pour la CPD au sein du Parlement. Le CFSI et ses partenaires polonais, PKE et PZS, ont rencontré des élus ou assistants d'élus du Parti Populaire Européen (PPE), socialistes et Verts français et polonais lors de l'Assemblée parlementaire paritaire (APP) de Tenerife, en mars 2010, pour promouvoir un tel système. Nos contacts français du MODEM au sein du groupe Alliance des Démocrates et Libéraux Européens (ADLE) étaient absents.

Le 18 mai, le Parlement européen a adopté le rapport Keller qui prévoit la nomination d'un rapporteur permanent pour la CPD pouvant recevoir des plaintes. Le Parti Populaire Européen (UMP en France) était très réservé quant à la désignation effective du rapporteur. Le 1er juin, nous avons rencontré 4 membres français du PPE pour soutenir cette nomination. Suite, notamment, à cette action, le PPE l'a finalement acceptée et obtenu qu'un membre de son

groupe politique, l'eurodéputée allemande Birgit Schnieber-Jastram, soit désigné à ce poste. Responsable de la rédaction du rapport, elle doit favoriser la collaboration entre les différentes commissions du parlement en vue d'une meilleure prise en compte du développement. Elle est enfin habilitée à recevoir des plaintes de citoyens ou d'organisations de la société civile qui s'estiment victimes de l'incohérence des politiques européennes.

### **Sensibilisation des membres de l'APP (Assemblée parlementaire paritaire UE-ACP)**

Si l'article 12 de l'accord de Cotonou prévoit l'information et la consultation des pays Afrique Caraïbes Pacifique (ACP) lorsque des politiques européennes sont susceptibles d'affecter leurs intérêts, force est de constater que le rôle de l'Assemblée parlementaire paritaire UE – Afrique, Caraïbes, Pacifique) en matière de CPD est très faible. Le CFSI, PKE et PZS, dans le cadre de CONCORD, proposent donc que l'APP nomme 2 co-rapporteurs permanents pour la CPD et publie un rapport biennal.

Dans ce but, nous avons organisé un déjeuner-débat sur le rôle de l'APP afin de sensibiliser les parlementaires et mené des actions ciblées auprès de parlementaires. Ce déjeuner-débat, était présidé par Michèle Rivasi, vice-présidente Verte de l'APP chargée des relations avec la société civile. La participation a été supérieure à nos espérances (63 personnes / 50 attendues) et était très diverse : 10 chefs de délégation et parlementaires membres de délégations ACP, 8 Parlementaires européens rassemblant la diversité politique du Parlement, 16 membres de délégations ACP, 3 assistants dont les conseillers des groupes PPE et Verts chargés des relations ACP/UE, 3 représentants de la Commission européenne et des secrétariats du groupe ACP et du PE, 23 OSC UE et ACP.

Au cours des APP de Tenerife (avril 2010) et Kinshasa (décembre 2010) nous avons rencontré des parlementaires allemands, belges, bulgares, français et polonais des différents partis (PPE, socialistes, Verts, GUE et libéraux) ainsi que leurs assistants et les assistants de tous les groupes politiques présents à l'APP. Les réactions sont favorables. Le polonais Filip Kaczmarek, un des 2 coordinateurs du groupe PPE au sein de la commission du développement, suggère la désignation d'un vice-président de l'APP chargé de la CPD plutôt que la nomination de co-rapporteurs.

Cependant il est difficile d'aller plus loin si on ne propose pas aux parlementaires des exemples concrets montrant la nécessité d'une telle nomination. C'est pourquoi, à Kinshasa, nous avons commencé à promouvoir l'inscription à l'ordre du jour de l'APP de Budapest (mai 2011) d'un débat sur la réforme de la PAC et son impact sur les agricultures des pays ACP, avec le commissaire européen à l'agriculture et un responsable d'organisations paysannes ACP, ainsi que l'adoption d'une résolution ou d'une déclaration de l'APP sur ce thème.

Enfin, avec nos partenaires africains et européens, nous avons diffusé des propositions pour contribuer à l'élaboration de la résolution d'urgence de l'APP de Kinshasa sur la sécurité alimentaire. Dans le texte adopté, qui reprend une grande partie de nos recommandations, elle « considère que la cohérence des politiques pour le développement, en particulier entre les politiques en matière de commerce, de développement, d'agriculture et de pêche devrait être un principe directeur de la coopération au développement de l'UE afin de mieux tenir compte de l'article 12 de l'accord de Cotonou ». Elle « demande à l'UE d'accorder, en concertation étroite avec les pays ACP et dans le cadre des négociations de l'OMC, la priorité à la question de l'impact des subventions européennes à l'exportation de ses produits agricoles sur les pays ACP, souligne qu'il est impératif que le résultat du cycle de Doha soit effectivement favorable au développement ».



## ***La Commission européenne commence à prendre en compte l'impact de la PAC sur l'agriculture familiale***

Dans le cadre de CONCORD, le CFSI a participé à une réunion d'experts organisée par la Commission européenne (unité en charge de la CPD) sur la réalisation d'une étude d'impact de la PAC sur l'agriculture familiale dans les pays du SUD. Au cours de la première réunion, plusieurs intervenants ont souligné l'importance de la méthodologie. C'est pourquoi le CFSI a proposé au Gret de réaliser une étude sur les méthodologies d'analyse d'impact.

## ***Plus d'implication du gouvernement français sur la cohérence des politiques pour le développement***

### **La CPD un nouveau thème de travail au GISA**

Le Groupe interministériel pour la Sécurité Alimentaire (GISA), a été mis en place en 2008 suite à la « crise alimentaire ». Il réunit les ministères concernés (Affaires étrangères, agriculture...), l'Agence française de développement (AFD), la recherche (dont le CIRAD) et les ONG. En plénière le GISA a retenu la CPD comme thème de travail et constitué un sous-groupe sur ce sujet, réunissant les Ministères de l'agriculture, des affaires étrangères, le CIRAD et le CFSI (pour Coordination Sud).

Le CFSI a organisé pour le GISA une première session de réflexion sur ce sujet le 1er septembre 2010 et est intervenu aux côtés de l'eurodéputée Franziska Keller ainsi que de représentants de la Commission européenne et du Ministère des Affaires étrangères et européennes. Cette rencontre a réuni plus de 25 participants. Les prochaines réunions porteront sur les méthodologies d'évaluation de la cohérence des politiques puis sur les politiques commerciales et le développement.

### **Stratégie française de coopération 2010-2020**

Le CFSI a participé au plaidoyer de Coordination Sud lors de l'élaboration du document cadre définissant la stratégie française de coopération 2010-2020 et lors de la rédaction du document complémentaire établissant la stratégie française pour la politique européenne de développement. Il est intervenu en faveur de la CPD qui est désormais prise en compte.

### **Accroître le nombre et la diversité des OSC agissant en faveur de la CPD et du droit à l'alimentation**

Chercher à influencer sur les institutions européennes suppose le renforcement des alliances entre organisations de la société civile de l'UE. C'est pourquoi, le CFSI s'est fortement impliqué dans CONCORD, la coordination européenne des ONG de solidarité internationale. Il représente notamment Coordination Sud dans le groupe de travail sur la CPD. Il a également développé des contacts avec des ONG européennes engagées, ou souhaitant s'engager en faveur de la souveraineté alimentaire et/ou la cohérence des politiques. Il a porté une attention particulière aux relations avec la société civile des nouveaux états membres (Pologne notamment), pour laquelle ces thèmes sont nouveaux (séminaire de Varsovie, etc.). Pour ce faire, il a produit des outils et organisé ou participé à des lieux de dialogue et de coopération entre acteurs de la société civile.

### ***Des outils pour sensibiliser et renforcer la participation des OSC***

Les études visent à renforcer notre expertise et à alimenter la réflexion des OSC en France et en Europe. Elles servent également de base pour nos actions en direction des décideurs politiques. 3 études ont été réalisées par le GRET :

- finalisation d'un rapport intitulé ; « Pour des politiques européennes cohérentes avec la sécurité alimentaire mondiale : Quel rôle pour les parlementaires européens et les parlementaires des pays partenaires au Sud ? » ;
- lancement d'une étude consacrée à « L'impact des importations européennes de soja sur le développement des pays producteurs du Sud » ;
- démarrage d'une étude intitulée : « Eléments de comparaison de trois méthodologies d'analyse d'impacts des politiques ».

## ***Dialogue et coopération entre acteurs de la société civile***

### **Un séminaire international « Pour des politiques européennes cohérentes avec le développement et la souveraineté alimentaire »**

Le Séminaire international de Varsovie (16-17 novembre 2010) a réuni 45 personnes dont 29 polonais. Elles représentaient 29 organisations (1 allemande, 1 belge, 1 estonienne, 1 française, 1 guinéenne, 1 hongroise, 2 italiennes, 1 luxembourgeoise, 14 polonaises, 1 portugaise, 1 slovène, 1 slovaque, 3 tchèques). 3 représentants du ministère polonais de l'agriculture et du développement rural et du ministère des Affaires Etrangères sont intervenus ainsi que l'attaché agricole à l'Ambassade de France.

Le séminaire a été centré sur la PAC et le développement des agricultures du Sud. A travers cette thématique, il visait à :

- informer et mobiliser des représentants de la société civile polonaise et de nouveaux Etats membres de l'Union européenne ;
- partager notre expertise, nos analyses et nos propositions en vue de rendre la PAC plus cohérente avec le développement ;
- renforcer les alliances entre ONG de l'Est et de l'Ouest de l'Union européenne ;
- définir des pistes d'actions communes ou coordonnées, notamment lors de la Présidence polonaise de l'Union européenne, durant le 2ème semestre 2011. Cette présidence se déroulera à un moment clé puisqu'elle verra la publication des propositions législatives concernant la PAC post 2013 et l'édition du 3ème rapport de la Commission sur la cohérence des politiques européennes par rapport au développement.

Lors du séminaire, les participants polonais ont identifié les actions suivantes :

- élaborer une position des ONG polonaises sur la PAC et le développement,
- participer à une conférence sur ce thème durant la présidence polonaise de l'UE (2ème semestre 2011),
- agir auprès du Ministère polonais des affaires étrangères pour que sa politique de coopération réintègre l'agriculture et la sécurité alimentaire parmi ses priorités et consacre une part significative de son aide à ce secteur.

### **Implication dans des espaces de dialogue européens et français**

Au plan européen, le CFSI participe :

- aux réunions du groupe de travail de CONCORD sur la CPD, à son séminaire annuel, incluant une rencontre avec des responsables de l'OCDE chargés des dossiers CPD et agriculture.
- aux principales rencontres de programme européens sur des thèmes proches de celui de la campagne **ALIMENTERRE** (ex, présentation au Parlement européen, par la fondation néerlandaise Evert Vermeer, de l'étude sur le Ghana avec la participation de membres de la Commission et d'eurodéputés, séminaire « Advancing African Agriculture CSO monitoring » organisé à la Commission européenne par les ONG VECO (Flandres), Terra Nuova (Italie) et UK Food Group, avec la participation des DG DEV et AGRI, Séminaire « ecofair trade dialogue : fighting hunger, towards an ecofair approach on trade and agriculture policies », à Prague, organisé par GLOPOLIS et les ONG allemandes Misereor et la Fondation Heinrich Böll avec la participation de 9 ONG et des organisations paysannes d'Afrique et d'Asie et du négociateur tchèque de la PAC post 2013.)

AU niveau français, le CFSI a :

- poursuivi son engagement dans la Commission « agriculture et alimentation » de Coordination Sud ainsi qu'à sa commission « Europe ». Les consultations de Coordination Sud par le Ministère des affaires étrangères, lors de l'élaboration du document cadre définissant la stratégie française de coopération 2010-2020 ainsi que lors de l'élaboration du document complémentaire établissant la stratégie française pour la politique européenne de développement ont conduit le CFSI à s'y impliquer pour promouvoir la CPD. Le CFSI a participé à la préparation d'une journée de réflexion visant à approfondir les propositions de Coordination Sud, le 18 mars. Il a organisé un atelier sur la CPD et rédigé une note préparatoire. Dans le prolongement de cette rencontre, le CFSI a rédigé un texte de 4 pages publié dans les notes de la C2A (commission agriculture et alimentation de Coordination Sud) paru en décembre : « cohérence des politiques pour le développement : pour une approche basée sur les droits de l'homme » ;
- à partir de septembre 2010, contribué aux travaux du réseau PAC 2013 (contribution au volet « développement » de ses documents de position).

### **Coopération avec des plates-formes nationales d'organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest**

Le projet de renforcement des capacités de plaidoyer des plates-formes paysannes du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Sénégal animé par SOS Faim Belgique est un des résultats du cycle de 3 séminaires internationaux organisé dans le cadre de la campagne **ALIMENTERRE** 2006-2008.

2010 a été l'occasion de préciser les synergies entre ce projet (auquel est associé le CFSI) et la campagne **ALIMENTERRE** afin d'appuyer plus qu'initialement prévu, notre action sur les analyses et les propositions des organisations paysannes Ouest africaines.

Pour préciser le contenu de notre partenariat, un séminaire à été organisé à Dakar du 7 au 10 novembre. Les organisations paysannes ont décidé :

- d'approfondir leur argumentaire en faisant réaliser une étude de cas dans chacun des pays analysant une réussite de l'agriculture familiale. Sur cette base et celle d'autres études sur ce sujet, elles dégageront des propositions pour leurs gouvernements et les bailleurs de fonds internationaux, dont l'UE ;
- d'élaborer un texte de position sur la sécurité alimentaire afin d'influer sur le contenu d'une résolution de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP UE, à Kinshasa (30 novembre - 5 décembre 2010). Une grande partie des propositions ont été retenues. Si l'expression « souveraineté alimentaire » a été rejetée, sa définition a été reprise. Au cours de cette rencontre nous avons animé un temps de travail sur la CPD afin de familiariser les participants africains à ce concept et d'étudier des pistes de collaboration. Au terme de cette discussion, la CPD a été incluse dans leur texte de position sur la sécurité alimentaire.

### **3 ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**

Le programme économie sociale et solidaire vise à réduire les inégalités. Il soutient des initiatives pour une économie au service de l'homme. Concrètement, il s'articule autour de la mise en place d'un fonds d'appui ouvert aux membres du CFSI et d'une action conjointe de deux membres du CFSI concernant la formation professionnelle et l'insertion des jeunes.

#### **3.1 Fonds économie sociale et solidaire**

Huit organisations membres du CFSI ont soumis une proposition de projet dans le cadre de l'appel à initiatives lancé en juin 2010 et cinq initiatives ont été retenues. Un projet d'économie sociale et solidaire dans la Paraíba au Brésil, développé par ESSOR sera financé ainsi que l'appui, mis en œuvre par le GRET, au développement et à la consolidation de la Chin micro finance Institution en Birmanie. L'action du Secours Populaire Français visant à consolider les capacités d'autogestion de 17 communautés de la micro région « Ahuachapan » Sud au Salvador pour améliorer la sécurité alimentaire et les revenus de la population locale a également été retenue, ainsi que le projet de soutien aux coopératives des minorités ethniques de la province de Ha Giang au Nord Vietnam porté par Batik International et le projet d'accompagnement de l'entreprenariat féminin en région de Kayes développé par le GRDR au Mali.

#### **3.2 Programme FISONG – Formation et insertion professionnelle des jeunes**

Le programme FISONG a pour objectif de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes et leur accès à l'emploi et à des revenus décents. Plus spécifiquement, il se propose d'apporter des réponses structurantes, innovantes et coordonnées à la question de l'insertion professionnelle des jeunes dans deux contextes géographiques et sociaux différents en articulant une formation professionnelle adéquate, un accompagnement efficace et une mobilisation des acteurs publics, privés et sociaux. Il est mis en œuvre en Mauritanie par le GRET et au Mozambique par ESSOR. Le CFSI assure l'animation du dispositif et une action de capitalisation.

En mars 2010, une troisième antenne d'orientation et d'accompagnement des jeunes vers la formation et l'insertion a été ouverte dans un quartier périphérique de Nouakchott. Au total 1 855 jeunes se sont inscrits dans les trois antennes. En parallèle, des liens ont été développés avec les partenaires institutionnels impliqués dans la formation et l'insertion professionnelle et des formations courtes et insérantes ont été mises en œuvre.

Au Mozambique, le projet développé par ESSOR à Beira et Maputo a commencé à prendre sa vitesse de croisière. En 2010, la création de 49 micro-entreprises a été soutenue par ESSOR dans les secteurs de la couture, de la mécanique automobile, de l'électricité, de la soudure, de la chaîne du froid et de la restauration.

Une seconde mission de capitalisation du CFSI, portant sur l'utilité d'un cadre de concertation pluri-acteurs dans le secteur de la formation et de l'insertion professionnelle s'est déroulée en février au Mozambique.

## 4 SOCIÉTÉ CIVILE ET PARTICIPATION

Le programme société civile et participation poursuit les objectifs suivants :

- renforcer les organisations de la société civile des pays du Sud pour qu'elles participent à la définition et au suivi des politiques publiques ;
- favoriser les échanges entre les organisations membres du CFSI et leurs partenaires au Sud à partir des actions soutenues ;
- faire connaître ces initiatives auprès du public et des décideurs.

Au cours de l'année 2010, il s'est concrétisé par :

- la poursuite de la convention programme Société civile et participation (SCP) incluant à la fois un soutien à des actions et à l'animation d'échanges entre les membres ;
- le partenariat avec le CNOSCG (Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne) ;
- les programmes pluri acteurs en Algérie et au Congo ;
- le programme « médiatiser la face invisible du développement ».

### 4.1 Convention programme SCP

La convention programme « Société civile et participation » s'adresse aux organisations membres du CFSI. Elle concerne l'accompagnement d'initiatives d'appui aux organisations de la société civile du Sud dans leur participation aux politiques publiques. Cofinancée par le MAEE / AFD, elle couvre les années 2006 à septembre 2010 pour sa phase 1. Elle a démarré une phase 2 (2010-2013) en octobre 2010. Elle met en place un dispositif d'appui aux organisations membres du CFSI et à leurs partenaires et comprend un volet capitalisation des pratiques. Ce dispositif est piloté par un comité comprenant des représentants du conseil de direction et des personnes physiques issues ou non d'organisations membres du CFSI et choisies pour leurs compétences.

Durant l'année 2010, les actions suivantes ont été menées :

- l'organisation d'un séminaire international ;
- une capitalisation menée en partenariat avec l'Institut de recherche et de débat sur la Gouvernance (IRG) ;
- la sélection de 9 projets ;
- le lancement du processus de suivi capitalisation avec l'IRG (cf. atelier de novembre).

#### ***« Prendre part aux politiques publiques » : organisation d'un séminaire international***

Le séminaire international de 2010 s'est tenu les 25 et 26 mars 2010. Il s'inscrivait dans le cadre de la capitalisation du programme menée par l'IRG. Il s'est voulu un temps de partage dynamique entre les protagonistes de SCP et tous ceux qui sont engagés ou intéressés par les questions de renouvellement de pratiques et de liens avec les politiques publiques.

Il proposait de revenir sur le « parcours de la participation » aux politiques publiques, en questionnant les objectifs et les méthodes mises en place au service du renforcement de l'influence politique, et en prenant la mesure des changements de pratiques.

Les deux ateliers structurants du séminaire correspondaient aux deux axes de la capitalisation.

- en 2010, de sociétés à sociétés, où en est-on des changements de pratiques partenariales ?

- de la crédibilité des OSC à leur participation aux politiques publiques, quels résultats en 5 ans d'expérimentation ?

Chaque atelier comportait :

- des témoignages de projets soutenus, par les partenaires sud présents ou les membres du CFSI ;
- des témoignages filmés issus de la capitalisation des études de cas ;
- des temps de débat en plénières et en ateliers.

Ce séminaire a constitué un temps collectif fort de clôture du programme pour sa phase 1 et de perspective pour les 3 prochaines années. 15 participants sud ont été invités à cette occasion, 14 organisations membres étaient présentes ainsi que 9 OSC du nord non membres. Chaque journée a mobilisé plus de 75 participants, dont des pouvoirs publics français (MAEE et AFD) et malgaches.

### ***Une capitalisation rétrospective***

La capitalisation a été effectuée par l'IRG de janvier à mars 2010. Deux étudiants du Master 2 « Coopération internationale, action humanitaire et politique de développement » Paris 1, Sorbonne y ont également contribué en analysant les 41 projets soutenus par le programme pour en établir une première typologie.

Les objectifs étaient de :

- produire des analyses utiles sur des sujets pertinents pour les membres du CFSI et leurs partenaires et, plus largement, pour la communauté du développement ;
- s'assurer que les principaux enseignements des initiatives sont identifiés et partagés.

Les enjeux étaient les suivants:

- la prise en compte des enseignements de la capitalisation dans le montage de la phase 2 du programme ;
- l'implication dans la capitalisation des membres du CFSI en tant qu'institution, en faisant participer le siège et les terrains et pas seulement des individus isolés ;
- la contribution du processus de capitalisation à la construction collective du CFSI ;
- le renforcement de la crédibilité du CFSI comme espace de capitalisation pour ses membres.

L'IRG a choisi de concentrer une partie de son champ d'observation sur cinq études de cas relatives à des initiatives menées par quatre des membres du CFSI avec leurs partenaires du Sud (AFDI, CGT, GRET, UNMFREO) dans deux pays, la Colombie et Madagascar. Ces études de cas, choisies suivant des critères de variété thématique et d'ancrage géographique, ont fait l'objet d'une série d'entretiens filmés en France, en Colombie et à Madagascar. Tous les membres du CFSI ayant mis en œuvre un ou plusieurs projets cofinancés par le programme (ESSOR, ECHOPPE, GERES, GRDR, ISF, Misola et SYFIA) ont été interviewés. La capitalisation a également intégré une partie des éléments apportés par le séminaire international des 25 et 26 mars.

La capitalisation était organisée autour de deux thématiques :

- l'évolution des relations de coopération entre les membres français du CFSI et leurs partenaires du Sud ;
- la participation des organisations aux politiques publiques et les conditions de stratégies d'influence efficaces.

Les résultats de la capitalisation ont donné lieu à une publication.

### ***La sélection de 9 projets***

Un appel à manifestation d'intérêts puis un appel à initiatives ont permis de sélectionner les 9 premiers projets financés par SCP dans la première année de sa phase 2.

Les initiatives retenues concernent :

- 5 actions annuelles ayant pour objectif de renforcer les organisations partenaires des membres, d'améliorer et de diversifier les partenariats développés par les organisations membres et d'accompagner le démarrage d'un dialogue avec les pouvoirs publics ;
- 4 projets pluriannuels impactant concrètement sur une politique sectorielle spécifique : politique migratoire, politique énergétique, politique économique en faveur des artisans, politique concernant le développement local.

### ***Le lancement du processus de suivi capitalisation avec l'IRG***

La conception du processus de suivi capitalisation, piloté par l'IRG, s'est voulu collective en associant dès le départ les porteurs de projet SCP. En novembre, un atelier réunissant les membres du CFSI et leurs partenaires sud, porteurs de projets pluriannuels, a permis de poser les axes de travail qui structureront tout le processus :

- la construction d'une voix collective ;
- la participation aux politiques publiques.

Chaque binôme nord-sud a réfléchi aux questionnements pertinents, pour leur projet et leur organisation, dans le cadre de ces axes. Une mise en commun a permis de poser les bases du cadre de questionnement qui structurera la capitalisation du programme.

## **4.2 Partenariat avec le Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG)**

Le Conseil national des organisations de la société civile de Guinée (CNOSCG) et le CFSI ont décidé de coopérer dans leur domaine commun de la participation effective de la société civile aux politiques publiques. Mis en place en février 2002, le CNOSCG fédère les principaux réseaux et groupements d'ONG et d'organisations professionnelles et syndicales. Il est constitué de conseils régionaux, préfectoraux et sous-préfectoraux qui recouvrent l'ensemble du territoire national.

Le partenariat entre le CFSI et le CNOSCG a démarré fin 2008 par une réflexion conjointe sur un projet visant à développer les activités en réseau entre tous les démembrements du CNOSCG.

2010 marque le lancement du projet dédié au renforcement du rôle du CNOSCG dans la prévention et la gestion des conflits locaux, par une meilleure mise en réseau de ses membres et l'échange des expériences et des pratiques. Ce projet est soutenu par l'Union européenne et l'Ambassade de France à Conakry.

La longue phase de transition démocratique qu'a connue la Guinée en 2010, et dans laquelle le CNOSCG a joué un rôle primordial, n'a permis que de lancer les premières activités :

- réalisation d'une étude par les 8 facilitateurs du CNOSCG auprès de tous les démembrements du CNOSCG sur les pratiques et expériences relatives à la prévention et la gestion des conflits, dans les domaines des conflits fonciers, des conflits entre éleveurs et agriculteurs et entre locataires et propriétaires ;
- partage des premiers résultats de cette étude dans chaque région administrative auprès des démembrements afin qu'ils les valident.

## **4.3 Les programmes concertés pluri acteurs**

Les programmes concertés pluri acteurs (PCPA) sont des instruments mis au point par le Ministère des Affaires étrangères et européennes en lien étroit avec les ONG. Ils font directement écho à l'identité du CFSI. Le CFSI est l'une des rares organisations françaises assurant

une mobilisation opérationnelle pluri acteurs avec les collectivités territoriales, les syndicats. Il s'est donc trouvé assez naturellement engagé dans cet instrument innovant d'appui aux sociétés civiles du Sud. Ainsi, il assure le rôle d'ONG garante de deux PCPA, l'un au Congo, l'autre en Algérie.

## **PCPA CONGO**

Le programme concerté pluri acteurs (PCPA) au Congo fait suite à une étude préalable réalisée en 2007 et au programme « Dialogue citoyen » mis en œuvre de 2004 à 2007 dans le cadre de la convention programme « Société civile et participation ». Le PCPA a démarré formellement sa phase 1 en janvier 2008.

La mise en œuvre du PCPA Congo s'articule autour de trois objectifs :

- renforcer l'efficacité et la crédibilité des OSC congolaises en tenant compte de leur diversité ;
- renforcer les dynamiques collectives au sein de la société civile congolaise ;
- contribuer à l'amélioration du dialogue entre pouvoirs publics et société civile.

L'année 2010 a été marquée par la fin de la phase 1 et le lancement de sa phase 2 (2010-2013), lors de l'assemblée plénière du programme qui s'est tenue en juin 2010 à Brazzaville. A cette occasion, le renouvellement des membres du programme a montré une augmentation significative de leur nombre passant à 86 OSC du côté congolais et 10 OSC françaises dont 3 membres du CFSI, la CGT, le Gret, Syfia International.

La phase 2 s'inscrit dans le prolongement des objectifs prévus initialement, tout en incluant les enseignements et les enjeux identifiés lors de l'évaluation intermédiaire menée de janvier à avril 2010. Ainsi, on insiste davantage sur le principe de concertation entre OSC et avec les pouvoirs publics locaux et nationaux : le programme oriente ses activités au niveau local de manière cohérente avec le processus de décentralisation que connaît le Congo et au niveau national dans le cadre de la mise en œuvre du document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP).

Le dispositif de mise en œuvre est élargi pour garantir une plus grande proximité entre membres de l'assemblée plénière et cellule exécutive, par le recrutement de 6 animateurs locaux dans les 5 départements d'intervention du programme (2 sur Brazzaville 1 sur les Plateaux, 1 pour le Niari, 1 à Pointe Noire, 1 pour la Sangha). Ces animateurs développent la concertation entre les OSC membres de leur territoire tout en y associant les collectivités locales, assurent les missions du Service Appui Projet et déclinent localement, en fonction des priorités spécifiques à chaque région, les activités transversales.

Enfin, le nouveau comité de pilotage (issu de l'Assemblée plénière de juin 2010) veille à proposer une stratégie plus politique du programme et la cellule exécutive une meilleure cohérence entre les activités mises en œuvre.

4 grandes activités ont marqué l'année 2010 :

- la poursuite de la mise en œuvre des 19 projets soutenus durant la phase 1, leur clôture, l'accompagnement par le SAP et l'élaboration d'un bilan ;
- la préparation de manière participative de la phase 2 du programme : à travers l'évaluation intermédiaire et l'organisation de l'Assemblée Plénière de clôture et de lancement de la suite du programme ;
- la mise en place du dispositif de décentralisation de la cellule exécutive à travers le recrutement, l'installation et la formation des 6 animateurs locaux ;
- la préparation du second Fonds d'appui aux projets (FAP 2).



## **PCPA ALGERIE - JOUSSOUR**

L'année 2010 a été celle de la transition pour Joussour. La première phase du Programme a été clôturée et la seconde phase a été lancée en juin 2010 lors de l'Assemblée Plénière. De nouveaux membres ont été intégrés et si Joussour réunissait 83 membres (49 organisations algériennes et 34 françaises) en 2008-2010, ils sont aujourd'hui 114. Des associations, notamment portées par des jeunes, mais aussi des collectivités locales algériennes et françaises, à l'image des communes d'El Oued, de Bouira, de Roubaix et de Nanterre ont rejoint Joussour.

Ce temps fort du Programme a été marqué par l'élection d'un nouveau comité de pilotage. Les membres élus du précédent comité de pilotage avaient décidé collectivement de remettre leurs mandats. Trois parmi eux, soit un tiers, se sont représentés et ont été réélus confortablement garantissant ainsi la transition et une continuité dans la gouvernance du Programme. Si la représentante de CUF, membre du CFSI, n'a pas souhaité se représenter, la représentante de Batik International a été élue.

Cette Assemblée Plénière a également permis aux membres d'échanger collectivement autour du bilan de la première phase de Joussour et de tracer les grandes orientations stratégiques de la phase II qui :

- visent à renforcer le mouvement associatif en veillant à insérer ses actions dans des dynamiques territoriales et pluri-acteurs et en contribuant à sa professionnalisation ;
- favorisent la mise en réseau des acteurs impliqués dans le programme et aident ce réseau à développer ses capacités de proposition et de dialogue avec les pouvoirs publics.

### ***Les Fonds d'Appui : un renforcement des associations et un dialogue avec les autorités locales***

Trois Fonds d'Appui (soit 44 projets soutenus en 2008-2010) ont été mis en œuvre pour soutenir des projets en faveur d'enfants et de jeunes marginalisés, victimes d'exclusion sociale, économique, scolaire, en besoin de protection ou bien encore en situation de handicap physique, mental ou social lors de la phase I :

- le **Fonds d'Appui aux Projets (FAP)**, accessible aux associations algériennes ayant démontré une expérience conséquente en gestion de projets. Ces associations ont été vivement encouragées à travailler en partenariat avec des organisations françaises. Au total, 14 initiatives ont été soutenues. En avril 2010, un temps de bilan des projets a réuni, à Alger, les porteurs de projets FAP et leurs partenaires français et algériens ;
- le **Fonds d'Appui aux Initiatives Locales (FAIL)** développé sur des territoires précis et destiné à de petites associations ou à des groupes de jeunes, vise à faciliter leur insertion dans des dynamiques territoriales. Des temps de bilan des fonds ont été organisés à Bouira, Constantine et El Oued. Ils ont réuni les associations bénéficiaires du FAIL, les autorités locales des 3 Wilayas ainsi que les autres associations actives sur ces territoires. Il a été recommandé par les membres, que dans le futur, les propositions d'initiatives puissent également être rédigées en langue arabe.
- le **Fonds d'Initiatives Collectives de Rencontres (FICR)** a pour objet de faciliter la mise en réseau des organisations membres. L'émergence de quatre réseaux actifs visant à fédérer les associations de soutien aux enfants et aux familles victimes de myopathies, mais aussi aux différents acteurs luttant contre l'échec, la déperdition scolaire et la déscolarisation ont été soutenus ainsi qu'un réseau d'acteurs associatifs actifs dans la prévention de la migration clandestine. Enfin, des rencontres autour des politiques jeunesse en France et en Algérie ont été organisées. Le bilan de ces quatre initiatives mises en œuvre a été organisé en avril 2010 à Alger.

## ***Les activités transversales : se former et capitaliser***

### **Formation et accompagnement à la gestion de projet**

Afin de faciliter la mise en œuvre des projets, les associations ont bénéficié du soutien des trois chargés de suivi de la cellule de coordination mais aussi de formations à la gestion du cycle de projet animées par des personnes ressources externes. En 2010, trois formations à la gestion du cycle de projet adossées à un accompagnement à l'écriture et à des formations en gestion administratives et financières ont été organisées. En fonction des recommandations des membres, formulées lors des temps de bilans des fonds et lors de l'Assemblée Plénière, il a été décidé d'étendre les temps de formation et d'accompagnement développés dans le cadre du FAIL aux associations postulantes au FAP. Les associations membres désireuses de soumettre un projet dans le cadre du FAP ont ainsi bénéficié de formations collectives dans les régions d'Alger, de Constantine, d'Oran et de Tizi Ouzou, mais aussi d'un accompagnement individuel à la formulation de leur projet. Ces formations et cet accompagnement ont été mis en œuvre par quatre consultants algériens.

### **Etudes thématiques et capitalisation**

Les résultats des deux études finalisées en 2010 et portant pour l'une sur « La place des jeunes dans les associations » et pour l'autre sur le « Référentiel des dispositifs de protection de l'enfance et de la jeunesse » ont été présentés aux membres en juin 2010 et ont fait l'objet d'un débat. Elles ont ensuite été diffusées largement aux membres du réseau.

Par ailleurs, le processus de capitalisation continu a été initié et le binôme algéro-français en charge de cette activité en a présenté les résultats aux membres lors de l'Assemblée Plénière.

### ***La communication***

Les outils de communication ont été renouvelés. La plaquette de présentation du Programme a été actualisée et éditée en version bilingue (arabe-français). La newsletter électronique de Jousour a été diffusée régulièrement et le site Internet [www.pcpalgerie.org](http://www.pcpalgerie.org) a régulièrement été mis à jour.

## **4.4 Médiatiser la face invisible du développement**

La sensibilisation du public européen par les ONG aux enjeux du développement emprunte le plus souvent deux voies très différentes : la mise en valeur de réalisations concrètes (adduction d'eau, centre de santé, etc.) ou la réalisation de campagnes d'information sur de larges problématiques (éducation, faim, etc.). Toutefois, beaucoup d'ingrédients du développement restent invisibles et en particulier le rôle joué par les acteurs locaux.

L'année 2010 a été la troisième et dernière année du projet qui vise à accroître la médiatisation de cette « face invisible du développement ». Ce projet consiste en deux actions :

- la réalisation et la diffusion de films documentaires sur des mobilisations exemplaires de la société civile du Sud contre la pauvreté et les inégalités ;
- l'organisation de séminaires sur ce thème, visant à réunir des personnalités de pays du Sud, des professionnels des médias et de la réalisation de documentaires.

### **Réalisation et diffusion de documentaires**

Au total, six films documentaires ont été réalisés sur l'ensemble du projet, entre 2008 et 2010. En 2010, certains films déjà achevés ont continué à être diffusés, d'autres films en cours ont été terminés, enfin deux films supplémentaires ont été réalisés.

### **« Villa El Salvador » : un pari grand public réussi**

Après avoir connu en 2008 et 2009, une « première vie » très satisfaisante en matière de diffusion télévisée (France 5, Public Sénat, Canal France International et KTO), ce film réalisé par Jean-Michel Rodrigo a été vendu à des chaînes péruvienne, espagnole et irlandaise. Les négociations sont toujours en cours ou ont été récemment engagées avec deux autres chaînes françaises du câble, Planète et Ushuaïa, ainsi qu'avec les quatre chaînes Télé Sur (Venezuela), Red Tv (Pérou), Canal Encuentro (Argentine) et SWR (Allemagne). Projeté dans quatre festivals supplémentaires en 2010, il fait également parti du catalogue de cinq distributeurs, chargés de la vente du DVD auprès de chaînes télévisées mais aussi auprès de réseaux éducatifs, médiathèques, etc. Bien accueilli par les réseaux associatifs, il fait enfin l'objet de projections militantes régulières.

### **« L'hypothèse souveraine », une issue finalement favorable**

Ce film a connu de grandes difficultés liées d'une part à l'hospitalisation du réalisateur suite au tournage du film, et d'autre part au manque de cofinancements complémentaires. Encouragé par le CFSI, un rapprochement entre le réalisateur Denys Piningre et Mécanos productions (producteur du film Villa El Salvador), a été opéré. Il a permis de réécrire entièrement le projet de film et de le proposer à TV Rennes 35, un réseau de chaînes locales. Passé en commission d'examen, le film a été accepté, ce qui garantit au minimum une diffusion sur un réseau de chaînes locales, à partir de l'année 2011. Par ailleurs, il a obtenu des subventions complémentaires auprès du Centre national de la cinématographie (CNC).

### **« Autrement citoyens » et « Congo, les chemins de la concertation » en écho aux PCPA**

Réalisé en 2008 pour le premier et 2010 pour le second, ces deux films obéissent à une même logique, celle de mettre en valeur les acteurs algériens et congolais engagés dans les deux programmes pluri-acteurs dont le CFSI est l'ONG garante. Ces films sont deux supports de sensibilisation qui proposent un regard nouveau sur ces sociétés civiles et leur aptitude à participer à la définition des politiques publiques. Ils ont donc vocation à être diffusés auprès d'un public plus restreint, composé d'organisations ou de personnes sensibles à la question de la démocratie et de l'accès aux services essentiels dans ces deux pays. Pour faciliter sa diffusion en Algérie, le film *Autrement citoyens* a été traduit en arabe.

### **« Mooriben, la famine est finie », la difficulté de la coproduction**

Frappé d'une interdiction de tournage entre juillet 2009 et janvier 2010, le film a finalement pu être tourné en mars 2010. Soutenu depuis l'origine par Hervé Guérin, responsable des documentaires Sciences santé et environnement à France 5, le projet a finalement été refusé en achat de coproduction début juillet 2010. La raison en est double :

- le changement de direction de France Télévisions et toutes les réorganisations hiérarchiques, reports ou annulations de projets qui s'en sont suivis ;
- la production par France 5 de « *Afrique(s), une autre histoire du 20<sup>ème</sup> siècle* », une grosse série documentaire (5 x 90 minutes), fruit de quatre ans de travail, sortie fin 2010 à l'occasion du cinquantième des Indépendances. Si l'envergure, l'ambition et les moyens de notre projet n'ont évidemment rien de comparable avec celui-ci, il est manifeste qu'aux yeux des chargés de programmes, l'Afrique avait suffisamment été mise en exergue par ce premier projet.

Le film monté a été visionné par le CFSI début octobre 2010. Une stratégie de repli a été opérée avec la soumission du film et son achat par la chaîne du câble France O. Cette démarche devait permettre d'obtenir des subventions complémentaires auprès du Centre national de la cinématographie (CNC), ce qui était encore incertain début 2011.

## **« Mali : les paysans veillent au grain » au Festival ALIMENTERRE 2011**

Réalisée en mai 2010, la mission de repérage a donné lieu à la rédaction d'une note d'intention puis au projet écrit de film, validé par le CFSI début juillet. Sur la base de ce document, des contacts ont été pris par la productrice lors de rencontres professionnelles du milieu du documentaire (ex. Sunny Side of the doc, fin juin 2010). Les retours n'ont toutefois pas été très concluants, en partie pour une raison de concurrence avec d'autres projets évoqués ci-dessus, mais également en raison de l'intense concurrence des documentaires au regard du nombre limité des créneaux de diffusion. Enfin, en dehors de projets très spécifiques, le constat est unanime : l'Afrique intéresse peu et les projets valorisant des initiatives et dynamiques locales ou régionales partent avec un handicap certain.

De même que pour le film *Mooriben, la famine est finie !*, une stratégie de repli a été opérée avec la soumission du projet à la chaîne locale TV Tours. La coproduction a été signée et a permis d'obtenir les financements indispensables auprès du CNC. Le film a ainsi été monté et produit dans des conditions satisfaisantes avant la fin de l'année. Il sera donc prochainement diffusé par TV Tours et proposé à CFI, France O et TV5.

Tout comme *Mooriben, la famine est finie !*, ce film a fait parti de la trentaine de documentaires visionnés dans le cadre de la sélection du Festival ALIMENTERRE 2011. Par souci d'impartialité, le CFSI coproducteur de ces films, s'est abstenu de se prononcer, laissant la décision aux autres membres du comité de sélection. *Mali les paysans veillent au grain* a été retenu avec cinq autres documentaires, de format et de sujets très différents. Au minimum, cette sélection assure une trentaine de diffusions grand public et scolaire entre le 15 octobre et le 30 novembre prochain.

## **Un nouveau séminaire : « Filmer le développement »**

En juin 2009, nous avons organisé un premier séminaire intitulé « Filmer la société civile en mouvement ». L'objectif était double : discuter de la contribution des acteurs non étatiques du Sud aux politiques de développement de leurs pays et échanger sur la médiatisation de ces acteurs au Nord, en particulier par le biais du film documentaire. Réunissant un public professionnel mixte issu du milieu de l'audiovisuel et des médias et du secteur de la solidarité internationale, ce séminaire a été un succès. Dans la perspective d'une nouvelle rencontre en 2010, les points saillants identifiés avaient été les suivants :

- l'intérêt manifesté par le public et les intervenants sur le film documentaire, pour rendre plus visibles les enjeux du développement ;
- concernant l'enjeu de médiatisation des questions de développement, la nécessité de clarifier davantage le public cible ;
- l'intérêt du témoignage d'intervenants africains pour illustrer la mobilisation de la société civile ;
- une nécessité de clarification des genres audiovisuels (documentaire, reportage, film institutionnel) pour les participants ;
- des regrets concernant l'absence de réalisateurs africains ;
- la nécessité de mieux circonscrire le sujet des tables-rondes ;
- l'importance de la médiatisation par Internet à mieux prendre en compte.

A ces éléments de bilan, se sont ajoutées d'autres priorités ou réflexions :

- faire écho lors d'une table-ronde à l'anniversaire des 50 ans du CFSI ; le Comité français contre la Faim (CFCF) devenu CFSI a en effet conduit pendant près de 50 ans des actions de sensibilisation auprès de l'opinion publique sur le thème de la faim dans le monde. La médiatisation de cette problématique par le CFSI mais aussi par beaucoup d'autres, en particulier les ONG d'urgence (Action contre la Faim, Handicap International, Médecins sans Frontières, Médecins du Monde etc.) a con-

- tribué à la formation de représentations sur l'Afrique dans l'imaginaire collectif. Nous pensons qu'en débattre sans tabou contribue à l'amélioration des pratiques ;
- questionner le rôle et la capacité du documentaire à alerter et mettre en débat des questions de société ; cette réflexion est dans la droite ligne de l'action de sensibilisation conduite dans le cadre du Festival ALIMENTERRE ;
  - se saisir de l'engouement récent pour le web-documentaire, pour questionner l'avenir du documentaire et les nouvelles pistes d'expression militante sur internet.

Nous avons donc construit un nouveau programme, composé de quatre tables-rondes, consistant en des interventions et des débats avec le public. Les thèmes et les intervenants ont été les suivants :

- **le traitement médiatique de l'Afrique : une (r)évolution en images depuis 50 ans**, avec Tidiane Diop, responsable du programme médias à l'OIF, auteur de « Histoire de la télévision en Afrique Noire francophone, des origines à nos jours » et Bruno David, président fondateur de l'association Communication sans Frontières ;
- **filmer le changement social et politique dans les pays du Sud : des réalisateurs sous influence ?** Introduction : *Film institutionnel, reportage et documentaire de création, des frontières poreuses ?* Avec Isabelle Marinone, historienne du cinéma, spécialiste du documentaire, enseignante à l'Université Paris 3 et à La Femis. Cette introduction a été suivie de *Documentaire africain : un regard singulier qui se bat pour exister ?* Avec Claude Gilaizeau, directeur de la société Les productions de La Lanterne ; Jean-Marie Teno, documentariste camerounais ; Sékou Traore, directeur burkinabè d'une la société de production cinématographique.
- **le documentaire, un lanceur d'alerte ?** Avec Hervé Guérin, conseiller de programmes à France Télévisions, responsable des documentaires sciences santé et environnement ; Thierry Michel, réalisateur et documentariste belge ; Marie-Monique Robin, réalisatrice et documentariste ; Patrick Sibourd, directeur d'une société de production de documentaires.
- **le web documentaire, un nouvel espace d'expression pour la société civile ?** Avec Cyril Cavalié, auteur du livre « Un nouvel art de militer » ; Géraldine Delacroix, journaliste, éditrice du Club Mediapart ; Florence Lemoine-Minery, responsable du Programme Renforcement des médias audiovisuels en Afrique Centrale au GREC ; Judith Rueff, directrice de la société de production de web documentaires « Ligne4 » et Bénédicte Jeannerod, directrice de la communication à l'Unicef France, responsables de la production du web documentaire « Témoins du dedans ».

138 personnes y ont participé. Pour chacune des tables-rondes, une vidéo de 7 minutes a été réalisée et un compte-rendu écrit a été imprimé en 300 exemplaires. Ils sont visibles sur notre site internet.

## 5 VIE ASSOCIATIVE

### 5.1 Adhésion

Au 31 décembre 2010, le CFSI rassemble 23 organisations, le CIEPAC ayant cessé ses activités.

### 5.2 Bureau et conseil de direction

Le bureau s'est réuni physiquement deux fois au cours de l'année. Il a validé à distance les différentes propositions du comité consultatif suite aux appels à initiatives (agriculture et alimentation, économie sociale et solidaire, société civile et participation).

Les cinq réunions du conseil de direction ont été pour la plupart préparées par le bureau. Les thèmes privilégiés de débat ont été les suivants :

Conseil de direction	Thèmes majeurs
Février 2010	Stratégie 2013 - 2015 Convention programme SCP – désignation du comité de pilotage Validation de la stratégie d'appel à la générosité du public 2010
Mars 2010	Stratégie 2013 – 2015 Charte agriculture et alimentation
Mai 2010	Arrêté des comptes, validation du compte d'emploi des ressources et préparation de l'assemblée générale 50 ans du CFSI
Octobre 2010	Stratégie 2013 - 2015 Situation financière Programmation
Décembre 2010	Agriculture et alimentation Vote du budget 2011

### 5.3 Adhésion à des collectifs

En tant qu'adhérent direct de Coordination Sud, le CFSI a maintenu un niveau important de relations avec cette fédération nationale des ONG françaises.

Le CFSI est également membre du F3E. Au niveau européen, il a communiqué à Eurostep, réseau d'organisations européennes travaillant en particulier sur les questions liées aux politiques européennes de développement, son retrait. L'adhésion à ce réseau européen n'a pas porté ces fruits en termes de synergies sur les questions de plaidoyer.

## **5.4 50 ans du CFSI**

Les 50 ans du CFSI ont été marqués par la rédaction de « la Charte pour une agriculture familiale durable au service d'une alimentation pour tous ». Ce texte est le résultat d'un travail mené au sein du CFSI avec l'ensemble des membres. A cette occasion, Yves Berthelot a réalisé un livre sur l'histoire du CFSI avec l'appui de Frédérique Deniau. Ces deux textes ont été présentés à Lille le 15 octobre où le CFSI avait décidé de célébrer ses 50 ans avec Cap Solidarités qui célébrait les 10 ans de son engagement dans **ALIMENTERRE**.

## **6 GENEROSITE DU PUBLIC**

### **6.1 Appel à la générosité du public**

Plus de 7 400 donateurs ont soutenu l'action du CFSI en 2010.

La collecte de fonds auprès du public se décline en trois activités :

1. la fidélisation ;
2. la réactivation d'anciens donateurs ;
3. la prospection de nouveaux donateurs.

#### **Les actions de fidélisation**

Les actions de fidélisation concernent la relance de donateurs actifs qui reçoivent 4 sollicitations durant l'année. Elles représentent 94 % des montants collectés. Parmi les principaux résultats de l'année, on note :

- une progression sensible du nombre de dons issus de la fidélisation hors prélèvement (+ 3 %) ;
- une augmentation du nombre de personnes prélevées (+ 12 % soit 1 780 prélevés contre 1 595 en 2008) et une augmentation des montants prélevés (+ 10 %) : les prélèvements représentent 38 % des montants collectés.

#### **La réactivation de donateurs**

La « réactivation » de donateurs vise à solliciter d'anciens donateurs par des actions de télé-marketing réalisées avec l'aide d'un prestataire extérieur. En 2010 cette opération a été menée à l'occasion d'une enquête visant à interviewer les donateurs. A cette occasion, 634 donateurs ont adressé un don au CFSI.

#### **La prospection**

Les opérations de prospection se sont concrétisées par le démarrage d'une nouvelle opération de prospection. Durant l'année 2010, le CFSI a recruté 400 nouveaux donateurs.

### **6.2 Agrément du Comité de la Charte de Déontologie**

Le CFSI est une organisation agréée par le Comité de la Charte de Déontologie (Comité du don en confiance).

L'agrément triennal a été reconduit par la Commission d'agrément et de surveillance au printemps 2010.



## 7 ACTIONS ET OUTILS DE COMMUNICATION

### 7.1 Informations vers les organisations membres

Toutes les organisations membres du CFSI reçoivent :

- les comptes rendus validés des réunions du conseil de direction ;
- une lettre électronique, « La lettre aux membres », qui est réservée aux membres du CFSI et leur fait part de l'actualité du CFSI. En 2010, quatre lettres ont été envoyées en février, avril, octobre et décembre.

### 7.2 Informations vers les donateurs et sympathisants

#### Lettres électroniques

Deux lettres électroniques sont destinées aux donateurs et aux sympathisants sur abonnements :

- « **Regardons vers le Sud** » : cette lettre illustre les trois missions sociales du CFSI (agriculture et alimentation, économie sociale et solidaire, société civile et participation) par des témoignages des projets de terrain et inclue un appel au don. Trois numéros ont été envoyés en 2010 (juin, octobre et décembre) à une base de 1 550 adresses mails ;
- « **Contre la faim, changeons les règles** » : cette lettre présente l'actualité des actions de promotion du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire (publications, éducation au développement, plaidoyer). Trois numéros ont été envoyés en 2010 (juin, octobre et décembre) à une base de 5 850 adresses mail.

Plus d'un tiers des destinataires ouvrent ces courriers et 13 % cliquent au moins une fois sur un des liens proposés.

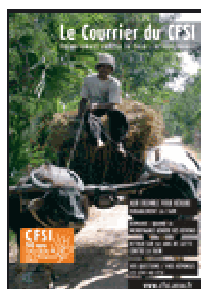
**En complément, un appel aux dons « Soutenez le CFSI »** a été adressé à une base de 1 511 adresses mails. Le taux de réactivité a été de 14 %.

#### Communication écrite vers les donateurs

Deux « Courrier du CFSI », bulletin d'information sur les projets en cours destiné aux donateurs ont été envoyés en 2010. Le « Courrier du CFSI » est accompagné d'une lettre d'appel au don.



Mai 2010, 4 pages, 15 000 ex.



Octobre 2010, 4 pages, 15 000 ex.

En complément, le CFSI a envoyé à tous ses donateurs en août 2010 « l'essentiel de l'année 2009 », document rendu obligatoire par le Comité de la Charte et dont le contenu détaille les comptes et activités de l'année 2009.



Août 2010, 4 pages, 16 000 exemplaires.

Insertion de la présentation du CFSI dans le « Guide des legs et donations » destiné aux notaires.



Le séminaire « Mettre le développement en images » organisé dans le cadre du programme « Médiatiser la face invisible du développement » a donné lieu à l'édition d'un programme, d'une affichette, d'actes. Plusieurs pages ont également été créées sur le site avec envoi d'un e-mailing et mise en ligne des vidéos du séminaire.



A l'occasion de ses 50 ans, le CFSI a rédigé une Charte pour une agriculture durable au service d'une alimentation pour tous. Cette charte réaffirme l'engagement des membres du CFSI sur un socle de valeurs communes et fondatrices de leur action collective.



50 ans d'action solidaire contre la faim  
Yves Berthelot et Frédérique Deniaud



Capitalisation du programme "Société Civile et Participation" du CFSI et de ses partenaires.

Claire Launay, Michel Sauquet, Martin Vielajus (IRG), juin 2010.



Actes du séminaire international  
Jeudi 25 et vendredi 26 mars 2010,  
au Comptoir général - 80 quai de Jemmapes - Paris 10e

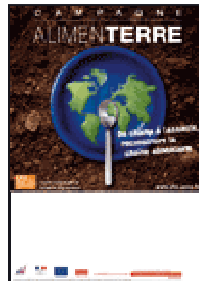
## **Campagne ALIMENTERRE**

### ***Supports print***

#### **Outils de communication**



Dépliant de campagne 2010  
(calendrier 16 pages, format 10x15 cm)



Affichette de la campagne ALIMENTERRE 2010

Recto : Du champ à l'assiette, reconstruire la chaîne alimentaire.

Verso : 4e édition du Festival de films ALIMENTERRE

## **Festival de films ALIMENTERRE**



Programme 3 volets



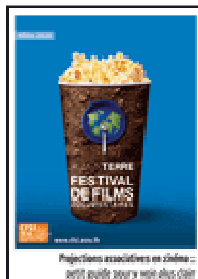
Flyer

## Outils d'information et d'éducation au développement

Supports à destination des pôles et relais de la campagne



Manuel de campagne



Projections associatives en cinéma : petit guide pour y voir plus clair.



Communiqué de presse 20 septembre 2010

« ALIMENTERRE a 10 ans et vous donne rendez-vous du 15 octobre au 30 novembre dans 130 villes. »

Supports d'information et de sensibilisation



Compte-rendu de débat "Quel avenir alimentaire pour la planète ?" Lille, le 15 octobre 2010

Une conférence débat avec Jean-Louis Rastoin, professeur émérite à Montpellier Supagro1 et Ladji Niangane, secrétaire administratif de l'Union nationale des coopératives agricoles de Kayes, au Mali.



Alternatives Economiques - Numéro 294 bis - septembre 2010

Au sommaire :  
Demain a déjà commencé  
Objectifs du millénaire, tout reste à faire  
Pour en finir avec la faim  
Un autre modèle agricole est possible.

10 000 exemplaires



Le bilan de l'édition 2010 du Festival de films

## Supports de plaidoyer



« Pour des politiques européennes cohérentes avec la réduction de la faim dans le monde. »

Mars 2010.

Cette brochure vise à informer les parlementaires et à encourager leurs actions pour une plus grande cohérence des politiques européennes avec la réduction de la faim dans le monde.

Le 31 mars 2010, à Tenerife (Espagne), le CFSI et ses partenaires polonais ont organisé un déjeuner-débat pour inviter les membres de l'Assemblée parlementaire UE-ACP à débattre de la CPD. A cette occasion, une affiche et une invitation ont été produites. Il en a été de même pour le séminaire de Varsovie, organisé en novembre 2010.

### 7.3 Site Internet

Les connexions au site Internet du CFSI sont en augmentation de 14 % en 2010 (39 720 visiteurs différents). La durée moyenne d'une visite est de 4 minutes et 35 secondes en légère progression de 0,5 % par rapport à 2009), ce qui indique que les contenus du site sont plutôt pertinents. Le nombre de documents PDF téléchargés est en progression de 4 % par rapport à 2009. Les pics de fréquentation correspondent à la campagne et au festival de films **ALIMENTERRE** (en moyenne, 236 visites par jour en octobre et 276 visites par jour en novembre contre 124 le reste de l'année).

A noter : l'outil statistiques du site actuel ne permet pas d'établir des analyses très fines (exemple : taux de rebond sur une page donnée). Une attention toute particulière sera apportée sur ce point lors de la mise en place du nouveau site en 2011.

Tous les supports édités dans le cadre de la campagne ont été mis en ligne, les visiteurs ne souhaitant pas télécharger les documents ont la possibilité de commander leur version papier, contre frais de port.

Pour annoncer les différentes manifestations organisées dans le cadre de la campagne et du festival, un agenda a été créé en 2008. Ce module permet d'obtenir une vision globale de l'ensemble des manifestations organisées dans le cadre d'**ALIMENTERRE**.

Des bandes annonces des films du Festival et un reportage sur le Festival 2010 ont été réalisées et mis en ligne sur le site du CFSI.

<http://www.cfsi.asso.fr/netkali/CFSI.aspx?IdItem=93&IdDoc=309>

Une nouvelle newsletter a vu le jour en 2010 : « Contre la faim, soyons cohérents », lettre d'information pour des politiques européennes cohérentes avec le respect du droit à l'alimentation adressée par mail aux parlementaires européens (une version française et une anglaise) trois fois par an. <http://www.cfsi.asso.fr/netkali/CFSI.aspx?IdItem=141&IdDoc=299>

## **8 Perspectives pour l'année 2011**

### **8.1 Activités**

#### **Agriculture et alimentation**

Les actions réalisées en 2010 sur la thématique agriculture et alimentation s'inscrivent dans des engagements pluriannuels concernant :

- le fonds agriculture et alimentation : la capitalisation sur la thématique « nourrir les villes » va démarrer. Elle sera nourrie par les porteurs des projets sélectionnés en 2010 puis 2011 à l'occasion du nouvel appel à projets ;
- la campagne **ALIMENTERRE** : l'année 2011 sera la deuxième année de la mise en œuvre du programme triennal « contre la faim, soyons cohérents ». Les activités visant à mobiliser des réseaux autour de la campagne et à sensibiliser les décideurs seront maintenues avec un accent particulier sur la nécessité d'une PAC cohérente avec les objectifs du droit à l'alimentation. En outre, le centre de ressources sera lancé.

#### **Economie sociale et solidaire**

Le travail sur cette thématique sera mené de trois manières :

- maintien de la facilité de financement, pour les membres du CFSI, de projets relevant de cette thématique ;
- mise en œuvre de la capitalisation du programme formation professionnelle et insertion des jeunes financé par l'Agence française de développement et mené dans le cadre de la Facilité d'innovation des ONG (FISONG), en consortium avec ESSOR (Mozambique) et le GRET (Mauritanie) ;
- mise en œuvre d'un chantier de réflexion avec les organisations membres du CFSI sur le sens de cette thématique et les attentes des membres.

#### **Société civile et participation**

En 2011, le processus d'une capitalisation continue et collective du programme SCP sera mise en œuvre. Il sera finalisé et partagé à l'occasion d'un atelier international proposé à tous les membres du CFSI et aux partenaires Sud engagés dans la convention programme. Un second appel à initiatives sera lancé et les premiers ateliers méthodologiques et/ou thématiques seront mis en œuvre.

Au Congo, la phase de sélection des projets et d'accompagnement de leur mise en œuvre sera centrale. Les premières plateformes thématiques de concertation seront lancées, le dialogue local entre OSC et collectivités territoriales commencera à se structurer. Enfin, pour la première fois, un comité de pilotage se tiendra à Paris en octobre, la venue de nos partenaires congolais sera l'occasion d'organiser des actions de sensibilisation sur ce pays peu connu et sur l'enjeu du renforcement de sa société civile.

Nous partagerons avec nos partenaires guinéens l'expérience de cette première année d'un Etat démocratique. Un atelier national présentera les résultats de la capitalisation des pratiques effectives de gestion et de prévention de conflits locaux des membres du CNOSCG, afin de construire un plan national d'action. Des réseaux et des cahiers thématiques verront le jour. Un travail d'appui auprès du Médiateur de la République dans ses prérogatives au niveau local sera lancé.

En Algérie, après avoir sélectionné les projets, le programme d'activités communes transversales constituera la priorité des activités.

## 8.2 Vie associative et définition des perspectives 2013 – 2015

Suite aux différents temps collectifs concernant le plan stratégique 2013 – 2015, les thématiques seront approfondies par trois groupes de travail :

Pour agriculture et alimentation, il s'agit de voir comment :

- rapprocher les activités menées (fonds agriculture et alimentation, campagne ALI-MENTERRE tant dans son volet sensibilisation et mobilisation de l'opinion publique que dans son volet plaidoyer) ;
- diversifier les financements pour moins dépendre des financements publics.

Pour société civile et participation, trois chantiers sont à mener :

- un dispositif de pilotage et de suivi évaluation de la convention programme 2010/2013 est mis en place pour anticiper et concevoir dès la fin 2011 la nature d'un programme renouvelé dans ses objectifs, ses méthodes et ses instruments ;
- une réflexion ouverte aux autres porteurs de PCPA sera menée sur le futur de cet instrument en parallèle de l'étude menée par l'AFD ;
- le partenariat technique et financier du CFSI devra être élargi à d'autres institutions et bailleurs ayant des compétences dans ce domaine pour sécuriser l'indépendance et le financement du CFSI.

Pour économie sociale et solidaire, une étude sera mise en place dont les résultats permettront :

- d'apporter au CFSI les éléments nécessaires pour réfléchir à sa légitimité et à la pertinence d'investir le champ de l'ESS ;
- de partager une vision commune de l'économie sociale et solidaire ;
- de dégager des premiers éléments sur les conséquences pour le CFSI en termes de changements de pratiques et de modèle économique. Ces changements de pratique concernent notamment les modalités de coopération (entre membres du CFSI et entre membres du CFSI et leurs partenaires). En termes de modèle économique, l'étude doit apporter des éléments de diversification du financement en examinant les outils financiers existants dans le domaine de l'ESS et leur possible appropriation et mise en œuvre par le CFSI.

## ANNEXES



## **AGRICULTURE ET ALIMENTATION**

***Les projets soutenus dans le cadre du fonds agriculture et alimentation – projets des membres du CFSI instruits par le comité mixte CFSI – Fondation de France et financés par le CFSI ou la Fondation de France***

Pays	Membres du CFSI et partenaires locaux	Titre du projet	Objectifs	Résultats attendus	Financement
Bénin	CIEPAC  Ferme Ecole SAIN	Pérennisation d'une structure de formation et d'appui à l'installation de jeunes agriculteurs	<p>Consolider l'activité pédagogique de la ferme.</p> <p>Pérenniser le dispositif d'appui à l'installation des jeunes et constituer ainsi un pôle de développement pour l'agriculture de la zone.</p> <p>Renforcer les partenariats et mettre en place une structure de gestion élargie, efficace et durable.</p>	<p>La charge du projet pédagogique sur l'exploitation agricole est allégée, permettant les investissements productifs et la poursuite du développement de l'exploitation.</p> <p>Le dispositif d'appui conseil pour les jeunes installés est renforcé et la ferme-école constitue un pôle de développement pour l'agriculture de la zone.</p> <p>La ferme se dote d'une structure de gestion durable, et développe et/ou formalise les partenariats et poursuit sa réflexion stratégique.</p>	CFSI
Bénin	Elevages Sans Frontières  ESF-B (Elevages Sans Frontières Bénin)	Appui à la cuniculture au Bénin	<p>Améliorer la disponibilité et la diversité de l'alimentation à l'échelle locale.</p> <p>Créer des activités génératrices de revenus par la vente de l'excédent des carcasses de lapins.</p> <p>Renforcer la cohésion sociale à l'échelle des groupements et des villages concernés, notamment en formalisant les échanges entre les bénéficiaires.</p>	<p>Les familles bénéficiaires disposent d'un système autonome d'élevage de lapins (individuellement ou collectivement).</p> <p>Les familles bénéficiaires peuvent prélever des animaux de leur élevage (pour l'autoconsommation ET la vente) tout en pérennisant le système.</p> <p>La totalité des bénéficiaires ont remboursé leur microcrédit en animaux ; des échanges entre les bénéficiaires et les groupes de bénéficiaires créent une émulation certaine dans le milieu.</p>	CFSI

Pays	Membres du CFSI et partenaires locaux	Titre du projet	Objectifs	Résultats attendus	Financement
Burkina Faso	AGIR ABCD Marne APM/S (Association des Producteurs de Miel du Sanmatenga)	Développement durable en apiculture au Burkina Faso	Développer la production de miel par 4 groupements villageois de femmes de la brousse. - Favoriser la gestion durable par les villageois des forêts situées dans les zones d'implantation des ruchers.	Les femmes des 4 groupements villageois ont acquis les compétences nécessaires au développement d'une activité apicole. Le nombre de ruches implantées et les quantités récoltées par les femmes des 4 groupements villageois ont augmenté, conduisant à une amélioration des conditions de vie. Les surfaces reboisées ont augmenté.	CFSI
Cap Vert	ESSOR Atelier Mar - ONG	Renforcement des organisations paysannes de Porto Novo	Renforcer la capacité des organisations paysannes de Porto Novo à agir efficacement pour l'amélioration durable des conditions de vie des petits agriculteurs du district.	Un réseau de 40 leaders techniques est actif dans 15 communautés de la municipalité de Porto Novo (Santo Antão), est porteur d'alternatives, et offre de nouveaux services dans leur communauté. L'association AGRAFE identifie, élabore et met en œuvre des actions de développement agricole à caractère économique et innovant dans 15 communautés de la municipalité de Porto Novo (Santo Antão). Les expériences d'alternatives techniques et bonnes pratiques pour le développement durable de l'agriculture familiale sont systématisées et diffusées auprès des producteurs de Santo Antão.	CFSI
Guinée	GRET MGE (Maison guinéenne de l'entrepreneur)	ACORH - Amélioration des Capacités des Organisations des Filières Riz et Huile de palme	Accroître la production et la commercialisation du riz net et de l'huile de palme dans 4 préfectures (Kankan, Kérouané, Kouroussa, Siguiré) en Haute Guinée et deux préfectures (Nzérékoré et Lola) et deux CRD (Sinko et Gouécké) en Guinée forestière.	Les conditions de production et de stockage du paddy sont améliorées. L'offre en riz net et en huile de palme de qualité augmente et permet de mieux approvisionner les centres urbains. La structuration de la filière facilite la concertation entre les acteurs (accords interprofessionnels) et avec les autorités locales et nationales.	CFSI

Pays	Membres du CFSI et partenaires locaux	Titre du projet	Objectifs	Résultats attendus	Financement
Guinée Bissau	GRDR  CONGAI / SRC – Unor Aling (Confédération des organisations non gouvernementales et associations intervenant au sud du fleuve Cacheu)	Projet d'appui aux initiatives paysannes en région de Cacheu, Guinée Bissau	<p>Améliorer les connaissances techniques et l'accès aux intrants pour les producteurs de la région de Cacheu tout en facilitant la production et la commercialisation des produits alimentaires locaux.</p> <p>Renforcer et garantir la sécurité alimentaire des populations avec des méthodes de production durables et respectueuses de l'environnement.</p> <p>Encourager les dynamiques d'échanges de pratiques entre producteurs à l'échelle des pays des rivières du Sud (Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée Conakry).</p>	<p>Des dispositifs régionaux de conseil agricole et d'appui aux projets maraîchers sont mis en place ou renforcés à destination des exploitations familiales et des OCB.</p> <p>Les associations et groupements de producteurs assurent la promotion d'une production vivrière dans les zones de bas fond selon les techniques de l'agriculture durable.</p> <p>Les pratiques locales, les savoir-faire et les outils sont partagés et capitalisés à l'échelle des pays des rivières du Sud.</p>	Fondation de France
Sénégal	AFDI Bourgogne Franche-Comté  DIRFEL Kaolack (Directoire Régional des Femmes en Elevage de Kaolack)	Valorisation du Métier des Femmes éleveurs pour la lutte contre l'exode rural et la pauvreté	<p>Structurer, dynamiser et rendre plus autonomes les organisations au niveau des Communautés Rurales, des départements et de la région.</p> <p>Améliorer et sécuriser la production, la transformation, la conservation et la commercialisation des produits laitiers locaux en adoptant des techniques respectueuses de l'environnement.</p> <p>Partager entre acteurs locaux, au niveau national via le DINFEL et le CNCR et au niveau international via l'AFDI et d'autres réseaux, les connaissances acquises à travers ce projet.</p>	<p>Les femmes éleveurs membres du Dirfel ont accès à des services de formation, de conseil et d'animation. Elles améliorent le revenu de leurs exploitations familiales et pèsent dans les instances d'orientation des filières d'élevage.</p> <p>L'unité laitière fonctionne et contribue au développement de la filière lait local sur la région de Kaolack.</p> <p>Le Dirfel capitalise régulièrement et partage ses expériences avec d'autres acteurs au sein de son réseau national le DINFEL, le CNCR et plus largement via les réseaux d'OP à leur demande et au Nord via des missions S/N.</p>	CFSI

Pays	Membres du CFSI et partenaires locaux	Titre du projet	Objectifs	Résultats attendus	Financement
Sénégal	GRET ENDA GRAF Sahel	PROLAIT – projet d'appui à la transformation et à la valorisation du lait local du Sénégal	Développer le marché des produits laitiers locaux par l'amélioration des systèmes de transformation (UTL-unités de transformation laitière) et des circuits de distribution  Renforcer de l'organisation interprofessionnelle des acteurs de la filière (Fenafils) et de la concertation avec l'Etat.	L'approvisionnement en lait local des unités de transformation est amélioré (quantité et qualité) et sécurisé (accroissement de 30 % du volume de lait transformé).  La qualité des produits laitiers transformés est améliorée et des expérimentations de nouveaux produits (fromages, yaourt) sont réalisées.  La gestion des unités de transformation et la commercialisation des produits sont améliorées.  Les consommateurs identifient et apprécient les produits laitiers locaux.  La Fenafils est renforcée (représentativité, fonctionnement, services aux membres) et en mesure de formuler des recommandations pour une meilleure prise en compte de la filière locale dans les politiques publiques.	CFSI
Sénégal	GRDR CRCR (Cadre Régional de Concertation des Ruraux) de Ziguinchor	Intensification de la production rizicole dans le Blouf : consolidation des dynamiques communautaires	Diffuser des semences de variétés améliorées de riz multipliées localement dans le Blouf.	Un dispositif de suivi des multiplicateurs de semences est mis en place et fonctionnel.  Les magasins sont alimentés durablement en semences locales et assurent leur diffusion.  L'expérience de multiplication de semences de variétés améliorées de riz dans le Blouf est capitalisée et diffusée.	CFSI
Togo	AFDI Aquitaine UAR-P (Union des agriculteurs de la région des Plateaux)	Développement des filières locales de commercialisation des céréales par 3 Organisations	Développer l'introduction de nouvelles pratiques respectueuses de l'environnement favorisant une gestion durable des exploitations agricoles familiales.  Appuyer la structuration de filières locales et développer la commerciali-	Les membres des trois organisations améliorent leurs performances techniques et la gestion durable des exploitations agricoles.  Un système pérenne de commercialisation groupée des surplus de production est mis en place en relation avec les autres acteurs de la filière.	CFSI

Pays	Membres du CFSI et partenaires locaux	Titre du projet	Objectifs	Résultats attendus	Financement
	UGKo (Union des Groupements de Korbongou)  UPOPS (Union Préfectorale des Organisations Paysannes de Sotouboua)	tions Pay- sannes du Togo	sation collective des céréales et des légumineuses par les OP à travers un système de vente groupée et de warrantage.  Renforcer les capacités organisationnelles et les services aux membres des 3 organisations paysannes partenaires.	L'UAR, l'UGKo et l'Upops ont renforcé leurs capacités de gestion et de mise en œuvre des services à leurs membres.	
Projet hors programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest »					
Mozambique	ESSOR  Omaliha Oshikini  APEPFRUM	Création d'un centre d'appui au développement durable au sein d'une Ecole Familiale Rurale au Mozambique	L'Ecole Familiale Rurale de Mueria devient un centre de référence et d'appui au développement durable pour le district de Nacala à Velha.	Les productions agricoles et d'élevage de l'EFR de Mueria contribuent à la formation des élèves et à leur alimentation.  Des techniques innovantes et respectueuses de l'environnement dans la production agricole, la construction, la gestion de l'eau, l'utilisation d'énergies renouvelables, sont expérimentées dans l'EFR et ont un caractère démonstratif pour les élèves et les familles paysannes.  L'EFR de Mueria est un pôle de diffusion de semences, d'animaux, et d'outillage agricole.  Les promotrices agricoles bénéficient de formations au sein de l'EFR et travaillent avec les élèves de l'EFR pour apporter informations et conseils dans les communautés rurales de Nacala-a-Velha.  L'EFR de Mueria est gérée de manière efficace, transparente et démocratique et l'association de parents OMALIHA OSHIKINI remplit sa mission de cogestion.	CFSI

**Les projets soutenus dans le cadre du fonds agriculture et alimentation – projets des organisations non membres du CFSI instruits par le comité mixte CFSI – Fondation de France et financés par la Fondation de France**

Pays	Partenaires français et locaux	Titre du projet	Objectifs du projet financé par la Fondation de France suite à instruction conjointe CFSI – Fondation de France
Bénin	Jeunesse Ambition SEL (Service d'Entraide et de Liaison)	Potager et petit élevage familial, pour vivre mieux à l'orphelinat Anfani au Bénin	Améliorer les conditions de vie et le revenu familial des parrains et marraines. Assurer la pension alimentaire des enfants de l'orphelinat Anfani.
Bénin	Hortitechs Développement Réseau Bénin de l'enseignement agricole français	Projet d'appui à une mise en marché innovante des produits agricoles au Bénin	Transmettre aux agriculteurs et agricultrices les compétences pour la production de fruits et légumes sains, réaliser l'établissement et l'usage d'un compte d'exploitation, distribuer des produits en circuit court. Organiser les agriculteurs bénéficiaires en réseau de producteurs et de distributeurs de fruits et légumes biologiques et raisonnés. Sensibiliser les jeunes européens et béninois, futurs professionnels de l'agriculture, et leurs formateurs aux enjeux et aux défis de l'agriculture dans un contexte de globalisation.
Bénin	CIDEV (Centre d'Intervention pour le Développement) Planète Urgence	Appui à la promotion de l'agriculture des femmes rurales de l'association Mialebouni	Renforcer les capacités matériels et techniques des femmes transformatrices de manioc de Dogbo pour assurer la production de manioc, la production de bois de feu et la transformation de manioc dans les meilleures conditions d'hygiène et d'économie de bois.
Bénin	GERME (Groupe d'appui, d'Encadrement et de Recherche en Milieu rural) CIRAD	Projet de sélection variétale participative et de diffusion des variétés performantes de banane plantain	Promouvoir la diffusion des variétés performantes de banane plantain. Renforcer les capacités technique, organisationnelle et économique des acteurs de la filière pour une production durable de banane plantain. Organiser et dynamiser la filière banane plantain.

Pays	Partenaires français et locaux	Titre du projet	Objectifs du projet financé par la Fondation de France suite à instruction conjointe CFSI – Fondation de France
	(Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement)		
Bénin, Burkina Faso	ARDEAR-RA (Association régionale pour le développement de l'emploi agricole et rural en Rhône-Alpes) UGPAT (Union des Groupements de Producteurs d'Ananas de Toffo) CDS (Cercle des Sécheurs)	Echanges Nord Sud pour partager et développer des initiatives paysannes et équitables	Faire émerger et accompagner des projets de diversification des activités agricoles par l'innovation paysanne : transformation, accueil touristique, conservation. Faire émerger et accompagner la valorisation équitable et locale des produits transformés. Faire émerger et accompagner les projets politiques et sociaux, qui favorisent la reconnaissance et le maintien de l'agriculture paysanne.
Burkina Faso	Loos N'Gourma  Groupement FIIMBA	Développement de l'agriculture et restauration de l'environnement	Renforcer le niveau de formation et d'organisation des producteurs. Restauration de l'environnement de la commune de Kantchari-Sampiéri.
Burkina Faso	Peuples Solidaires St Laurent de Chamousset  UCODEP-Dano (Union des Comités pour le Développement des Peuples - Sous-fédération de Dano)	Adaptation des méthodes de culture de l'agriculture familiale aux enjeux du changement climatique.	Promouvoir des techniques de production agricole végétale et animale durables. Conscientiser la population locale aux enjeux des changements climatiques et des bonnes pratiques préconisées par le PANA (Programme d'Action Nationale d'Adaptation aux changements climatiques). Renforcer les capacités d'organisation et de gestion d'UCODEP Dano.
Burkina Faso	Peuples Solidaires Bagnols sur Cèze  S/F UCODEP	Programme de réhabilitation et de gestion du bouli de Koankoaguin	Augmenter les capacités de stockage en eau du bouli. Restauration de l'écosystème du bouli et des terrains environnants. Renforcer les compétences de la population dans le domaine de l'aménagement et de la Conservation des Eaux et des Sols (CES).

Pays	Partenaires français et locaux	Titre du projet	Objectifs du projet financé par la Fondation de France suite à instruction conjointe CFSI – Fondation de France
	(Sous Fédération de l'Union des Comités pour le Développement des Peuples du Namentenga)		
Burkina Faso	Interréseaux Développement rural  JADE - Burkina (Réseau des journalistes en Afrique pour le développement – Burkina Faso)	Renforcer les réseaux et l'animation pour améliorer la commercialisation des produits agricoles	Créer, diffuser et accompagner l'utilisation d'outils didactiques de communication et d'appui à l'animation adaptés aux organisations locales de producteurs du Burkina Faso et d'Afrique de l'Ouest, sur le thème de la commercialisation des produits agricoles et de l'accès au marché.
Burkina Faso	APROSSA (Association pour la Promotion de la Sécurité et de la Souveraineté Alimentaires au Burkina – Afrique Verte Burkina)  FAdM (Fédération Artisans du Monde)	Projet d'appui au renforcement des capacités des acteurs de la filière fonio dans les Hauts Bassins	Renforcer les capacités des producteurs de fonio pour accroître leur professionnalisme.  Améliorer la disponibilité et la commercialisation du fonio prêt à l'emploi.
Burkina Faso	GRAINE (Groupement Alternatif d'Initiatives et d'Ecologie)  Burkina Vert	Agroécologie et soutien au développement d'une agriculture familiale plus performante dans la région de Ouahigouya	Améliorer le taux de rentabilité des cultures de céréales en saison pluviale tout en améliorant la gestion des ressources naturelles et en réhabilitant des sols dégradés.  Améliorer les conditions de stockage des pommes de terre pour étaler leur période d'écoulement sur le marché et les vendre à un prix plus attractif.  Apporter une source de revenus complémentaires aux femmes pour renforcer leur autonomie sociale par l'embouche de moutons case.
Côte d'Ivoire	RONGEAD	Valoriser la filière noix de cajou en créant un réseau de partage des connais-	Améliorer les revenus des producteurs de noix de cajou, favoriser une activité respectueuse de l'environnement et améliorer l'autonomisation des femmes.



Pays	Partenaires français et locaux	Titre du projet	Objectifs du projet financé par la Fondation de France suite à instruction conjointe CFSI – Fondation de France
	INADES (Institut National Africain pour le Développement Economique et Social Formation Côte d'Ivoire)	sances du marché	Inscrire la filière noix de cajou en Côte d'Ivoire dans une démarche de qualité pour améliorer la compétitivité face à la concurrence internationale actuelle et à venir.  Développer un système en temps réel de suivi de la production de noix de cajou, de sa qualité, de ses caractéristiques et de sa vente locale ainsi que des stockages locaux de 5 000 producteurs.
Mali	RHK (Réseau Régional des Horticulteurs de Kayes)  GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural)	Renforcement des initiatives de valorisation des intrants biologiques dans la région de Kayes	Démultiplier le nombre de formateurs en techniques agro écologiques.  Faciliter la certification, le conditionnement et la commercialisation des intrants biologiques (semences maraîchères locales, compost...) en collaboration avec les services semenciers de l'Etat à Kayes et la recherche agronomique.  Assurer une large communication autour de cette expérience et faciliter l'accès à 200 femmes au marché de Kayes à travers l'acquisition d'un espace exclusivement destiné à la commercialisation des fruits et légumes.
Mauritanie	TENMIYA  GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural)	Projet de sécurisation de l'accès aux produits alimentaires de base des communes de Dionaba et Ouadamour	Mettre en place une stratégie de gestion durable du déficit céréalier en période de soudure à l'échelle communautaire en tenant compte des aspects organisationnels, techniques, économiques et financiers.
Niger	MADELA (Mener des Actions de Développement Durable en Afrique)  AGRIDEL (Agriculture et Développement Économique Local)	Renforcement de l'agriculture familiale: services ruraux et actions de développement durable.	Améliorer la sécurité alimentaire des populations cibles en augmentant les rendements, diversifiant les productions et l'organisation de la commercialisation des excédents (vers les villes en particulier).  Diminuer la consommation de bois pour la cuisine.  Augmenter les revenus des populations ciblées par le projet grâce à l'appui à la création, en zone rurale, de nouvelles activités économiques viables et rentables (maraîchage, arboriculture, fours à bois, ...) et l'appui à l'organisation et à la commercialisation.
Sénégal	AVSF (Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières)	Augmentation de la production de sésame biolo-	Augmenter la production de sésame biologique par les membres de l'AAJAC.

Pays	Partenaires français et locaux	Titre du projet	Objectifs du projet financé par la Fondation de France suite à instruction conjointe CFSI – Fondation de France
	AAJAC (Association Africaine de la Jeunesse Agricole et Culturelle - Comité de lutte pour la fin de la faim)	gique par les producteurs membres de l'AAJAC	Favoriser la commercialisation à l'export.
Sénégal, Mali, Togo, Bénin	BEDE (Biodiversité Echanges et Diffusion d'Expériences) ASPSP (Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes)	Archipels des terroirs source : une démarche pour soutenir l'agriculture familiale écologique	Renforcer matériellement et techniquement des initiatives de gestion des ressources naturelles (biodiversité, sol, eau) saines et adaptées au contexte socio économique local afin de réunir progressivement un ensemble d'innovations sur des sites de références. Rendre visibles ces initiatives innovantes et aider les acteurs de terrain déjà motivés à les propager. Insérer les paysans concernés dans un réseau plus vaste (« archipel des terroirs source ») afin non seulement de mutualiser leurs savoirs, mais aussi de se regrouper avec des paysans nord africains et européens et alimenter les débats sur l'agriculture familiale en apportant leur voix de praticiens.
Togo	ETD (Entreprises Territoires et Développement) CIDR (Centre International de Développement et de Recherche)	Renforcement des capacités de production et de commercialisation des producteurs de Blitta	Accroître la productivité en riz paddy et de maïs de 50 %. Augmenter et sécuriser le revenu des producteurs par une meilleure valorisation des produits agricoles. Promouvoir une organisation paysanne faîtière professionnelle à l'échelle préfectorale et renforcer les groupements villageois.
Togo	AVSF (Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières) ICAT (Institut de Conseil et d'Appui Technique)	Appui à la sécurité alimentaire au Togo	Permettre aux petits paysans d'avoir accès aux technologies simples intensifiant la productivité vivrière végétale et animale. Améliorer la structuration des groupements de petits paysans. Renforcer les capacités opérationnelles et techniques des services d'appui aux paysans.

## **ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE – Projets sélectionnés en 2010**

MEMBRE	PAYS	Intitulé	Résultats attendus/obtenus
Batik International	Vietnam	Minorités ethniques et artisanat, Province de Ha Giang, 2010-2011	<p>Résultats attendus</p> <p>La qualité des designs et des finitions des produits réalisés par les femmes des 2 coopératives est renforcée ;</p> <p>La gamme des produits réalisés par les 2 coopératives est basée sur l'utilisation de matériaux et de couleurs naturelles – l'utilisation des colorants azoïques dans la teinture est limitée ;</p> <p>L'impact écologique de la production artisanale est considérablement limité ;</p> <p>Renforcement des femmes bénéficiaires du projet, tant sur le plan technique qu'organisationnel ;</p> <p>Au moins 8 partenariats commerciaux éthiques sont signés entre des entreprises locales achetant des produits et les 2 coopératives ;</p> <p>Au moins 2 partenariats commerciaux éthiques sont signés entre des entreprises françaises du réseau du commerce équitable achetant des produits et les 2 coopératives ;</p> <p>Au moins 3 partenariats avec des organisations travaillant dans le tourisme sur un mode éthique au Vietnam et étant en capacité de relayer des visiteurs en direction des villages par le projet sont établis ;</p> <p>Les infrastructures des organisations des 2 villages sont aménagées pour accueillir des touristes et les savoir-faire des femmes y sont mis en valeur ;</p> <p>Les bénéfices générés par la vente d'artisanat aux visiteurs de passage sont accrus ;</p> <p>Les 2 villages sont inscrits dans une cartographie des villages de métiers de la Province de Hà Giang.</p>
GRET	Birmanie	Appui au développement et à la consolidation de la « Chin Microfinance Institution »	<p>Résultats attendus</p> <p>Extension de l'offre de produits à de nouveaux bénéficiaires ;</p> <p>Renforcement des capacités organisationnelles des différents niveaux de management de l'IMF (villages, townships et état), qu'il s'agisse des salariés ou des élus.</p>
GRDR	Mali	Projet d'accompagnement de l'entrepreneuriat féminin en région de Kayes (Mali)	<p>Résultats attendus</p> <p>Un comité de sélection par intercommunalité est mis en place et formé ;</p> <p>Des animateurs de développement sont formés à l'accompagnement d'initiatives économiques ;</p> <p>Un dispositif intercommunal d'appel à projets est expérimenté ;</p> <p>Des coopératives féminines sont accompagnées à l'identification et au montage de projets ;</p> <p>De 15 à 25 microprojets bénéficient d'un soutien technique et financier.</p>

MEMBRE	PAYS	Intitulé	Résultats attendus/obtenus
ESSOR	Brésil	Projet d'économie sociale et solidaire dans la Paraiba, Brésil	<p>Résultats attendus</p> <p>Un réseau d'éducateurs sociaux formés aux principes de l'économie sociale solidaire et insérés dans les réseaux qui abordent ce thème ;</p> <p>200 jeunes et adultes identifient un projet individuel ou collectif et se forment pour cette finalité ;</p> <p>12 cycles de formation sociale et professionnelle réalisés ;</p> <p>80% des jeunes et adultes s'engagent dans un processus d'économie sociale et solidaire dans leurs municipes d'origine ;</p> <p>90 jeunes et adultes développent une activité génératrice de revenu ;</p> <p>100% des activités soutenues respectent les principes de l'économie sociale et solidaire ;</p> <p>Les OSC partenaires d'ESSOR ont consolidé leurs pratiques sur l'économie sociale solidaire dans leurs municipes et contribuent à la consolidation des réseaux à niveau régional.</p>
Secours Populaire Français	Salvador	Consolider les capacités d'autogestion de 17 communautés paysannes de la micro région « Ahuachapán-Sud », El Salvador, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et les revenus de la population locale	<p>Résultats attendus</p> <p>Les associations ADESCO et AGROCESA ont un rôle structurant dans l'économie locale agropastorale.</p> <p>Les familles paysannes développent leurs micro-entreprises familiales agropastorales et pratiquent une agriculture diversifiée et raisonnée.</p>

## **SOCIETE CIVILE ET PARTICIPATION – projets sélectionnés en 2010**

Membre	Partenaires	Pays	Intitulé	Résultats attendus
<b>PROJETS PLURIANNUELS (3 ans)</b>				
GRET	CITE	Madagascar	Appui à la concertation artisans - pouvoirs publics à Madagascar	<p>Les artisans sont structurés et ont la capacité et la possibilité de dialoguer avec les pouvoirs publics.</p> <p>Les représentants des artisans sont reconnus par les pouvoirs publics et participent à l'élaboration des lois de finances.</p> <p>Les représentants des artisans appuient l'opérationnalisation des dispositifs de protection et de valorisation de leurs créations.</p> <p>Les représentants des artisans s'allient avec les groupements de consommateurs dans le dialogue avec les pouvoirs publics sur la promotion de la qualité et de la création.</p>
GRDR	Assemblée Régionale de Kayes (ARK)	Mali	Processus participatif multi-acteurs de formulation d'une stratégie migratoire régionale	<p>Les dispositifs d'animation de l'EMDK sont questionnés et rendus plus performants.</p> <p>Les capacités des membres de l'EMDK sont renforcées.</p> <p>Les principaux thèmes de la migration en région de Kayes sont débattus et débouchent sur un document d'orientation stratégique adopté par l'ARK (délibération officielle) et diffusé aux échelles régionale et nationale.</p> <p>L'EMDK diffuse le document d'orientation stratégique, participe activement et contribue significativement aux débats dans les rencontres nationales et internationales sur les migrations</p>
Coopération Atlantique	Multi-partenaires	Guinée	Les collectivités unies au cœur du développement local de la Préfecture de Kindia	<p>Les 10 collectivités de Kindia disposent d'un comité politique et d'une cellule technique fonctionnels capable de suivre la mise en œuvre de projets intercommunaux.</p> <p>L'intercollectivité de Kindia dispose de données sectorielles sur les problématiques de développement rural.</p> <p>L'intercollectivité de Kindia propose une politique publique de développement rural intégrée sur son territoire. Elle met en place un Fond de Développement Local et identifie les moyens financiers pour l'alimenter.</p>

Membre	Partenaires	Pays	Intitulé	Résultats attendus
				<p>Deux plates-formes sectorielles (développement rural, jeunesse/éducation) pilotées par les acteurs de la société civile sont fonctionnelles au niveau préfectoral.</p> <p>Les politiques publiques portées par les 10 collectivités locales et les services préfectoraux de Kindia sont annuellement et publiquement analysées et commentées par les plateformes sectorielles et le CPOSC/K.</p> <p>Les habitants de la préfecture de Kindia sont informés des engagements et des actions menées par leurs collectivités en matière de développement rural et d'insertion des jeunes dans leur territoire.</p> <p>L'expérience est reconnue et valorisée au niveau national à travers l'organisation de foras et de capitalisations grâce à la collaboration avec le CNOSC et l'AMG.</p> <p>Des relations de réflexions et d'échanges sur les thématiques de développement local autour de la participation citoyenne sont entretenues avec des partenaires internationaux (ville de Saint Louis au Sénégal, partenaires en Loire Atlantique, membres du CFSI).</p>
ESSOR	AMAZONA	Brésil	Accès aux Politiques Publiques de Formation et insertion professionnelle dans la Paraíba-Brésil "Partager des initiatives et construire des partenariats durables"	<p>Les OSC (20) de 2 territoires de la Citoyenneté renforcent leurs connaissances des politiques publiques de FIP.</p> <p>Les Conseils Municipaux de Travail et Revenu améliorent leur capacité de contrôle social des politiques publiques de FIP, via les formations et le support du CETR.</p> <p>Les populations vulnérables augmentent (50%) leurs connaissances et leur participation aux politiques publiques de FIP via les antennes municipales du SINE dans 2 municipalités.</p>
<b>PROJETS ANNUELS</b>				
AFDI Bourgogne Franche-Comté	Maison des Paysans (MdP)	Madagascar	La Maison des Paysans, partenaire privilégié des paysans et des pouvoirs publics dans l'offre de services agricoles	<p>Les OPB et les MdP zones ont des outils pour animer et consolider les dynamiques de développement de services et elles participent au développement de leurs districts.</p> <p>La MdP alimente des réflexions régionales stratégiques sur la</p>

Membre	Partenaires	Pays	Intitulé	Résultats attendus
				production de semences, l'innovation et diffusion des techniques, la mécanisation et le financement agricole.
GERES	AMEDD (Association Malienne d'Éveil au Développement Durable)	Mali	Démystifier les agrocarburants à base de Jatropha au Mali  Construire une campagne objective d'information et de sensibilisation sur les intérêts, risques, limites et opportunités d'une telle culture	Objectiver et démystifier le discours autour des agrocarburants à base de Jatropha évitant ainsi toute décision politique radicale contre les agrocarburants.  Sensibiliser la société civile sur les points critiques à considérer lorsqu'on parle d'agrocarburants et éviter les prises de position radicale et non constructive telles que observées actuellement.  Recentrer les débats et politiques vers (i) la pertinence de suivre et mesurer à l'échelle nationale l'impact des agrocarburants pour diffuser un message clair et objectif aux populations concernées, principalement les producteurs, (ii) l'encadrement des initiatives et de leur finalité en cohérence avec la stratégie nationale sur les agrocarburants tout en respectant les équilibres agricoles.
GRDR	CONGAI	Guinée Bis-sau	Programme d'appui au développement des capacités des OSC en région de Cacheu (PADC-OSC)	Le CONGAI dispose de capacités institutionnelles et organisationnelles lui permettant de réaliser sa mission et de renforcer sa position d'acteur reconnu à l'échelle de la région.  Les capacités opérationnelles du CONGAI sont renforcées sur le développement local et la concertation régionale.  Une stratégie concertée de plaidoyer et de lobbying régionale et nationale est élaborée avec l'ensemble des acteurs de la société civile de la région de Cacheu en lien avec d'autres organisations au niveau national.  Les dynamiques d'échanges régional, national et international enrichissent et renforcent l'expérience du CONGAI sur l'implication de la société civile sur les politiques publiques.
GRET	CCOD	République du Congo	Renforcement des capacités du CCOD en matière d'animation des processus de concertation entre acteurs locaux dans le Pool sur les problématiques agraires	Les capacités du CCOD à animer ce processus de concertation sont renforcées.  Les acteurs locaux concernés se sont investis dans la démarche proposée et sont organisés pour y participer. Ils ont contribué à produire un diagnostic commun du secteur agricole sur le département.

Membre	Partenaires	Pays	Intitulé	Résultats attendus
				Acteurs de la société civile, collectivités locales, services déconcentrés et les autres intervenants du développement agricole sur le Pool ont dialogué entre eux à partir de ce diagnostic. Ce dialogue permet à ces parties prenantes de mieux se connaître, et de s'accorder sur une hiérarchisation des problèmes et sur des actions prioritaires.
Syfia International	Centre de Ressources pour la Presse (CRP)	République du Congo	Des OSC congolaises communiquent mieux et sont plus influentes	Des OSC visibles et crédibles soutenues par les citoyens et écoutées par les pouvoirs publics. Des journalistes formateurs et acteurs de la société civile.





**DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL**  
**Jean-Louis VIELAJUS**  
 Direction stratégique



**DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE ADJOINTE**  
**Anne-Françoise TAISNE**  
 Direction opérationnelle

Services communs



**RESPONSABLE PROGRAMME**  
**Delphine ARNOULD**

- PCPA Congo
- Programme Guinée
- Convention programme Société civile et participation
- Assistée de **Anne-Sophie GOSSELIN** (stagiaire)



**CHARGÉE DE PROGRAMME**  
**Hélène BASQUIN**

- Gestion et animation du centre de ressources Internet ALIMENTERRE
- Appui au plaidoyer



**RESPONSABLE PROGRAMME**  
**Agnès BELAÏD**

- PCPA Algérie
- Appel à initiatives Économie sociale et solidaire
- FISONG
- Togo / Echoppe



**CHARGÉ DE PROGRAMME**  
**Jean-Baptiste CAVALIER**

- Gestion et animation Fonds Agriculture & Alimentation
- Suivi appels à projets Économie sociale et solidaire – SCP
- Assistée de **Johanne VILLEGAS** (stagiaire)



**RESPONSABLE ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT**  
**Anne d'ORGEVAL**

- Animation du réseau ALIMENTERRE et festival de films
- Assistée de **Bénédicte CARMAGNOLLE** (volontaire)



**RESPONSABLE PLAIDOYER INSTITUTIONNEL**  
**Pascal ERARD**

- Plaidoyer ALIMENTERRE vis-à-vis des décideurs européens
- Développement échanges Pologne et plates-formes paysannes (Mali, Niger, Burkina-Faso, Sénégal)



**COMPTABLE**  
**Véronique ANCELIN**

- Comptabilité
- Paie
- Appui aux relations donateurs



**CHARGÉE DE SUIVI DES FINANCEMENTS**  
**Emmanuelle BOIN**

- cdd remplacement congé maternité**  
 Suivi des financements et des conventions



**CHARGÉE DE COMMUNICATION**  
**Marie CAYE**

- Site Internet
- Création et diffusion des supports de communication
- Relations presse



**ASSISTANTE ADMINISTRATIVE**  
**Muriel MONET**

- cdd remplacement congé maternité**  
 - Relation donateurs  
 - Appui administratif

## **INSTANCES**

### **Conseil de direction (31/12/2010)**

ORGANISATION	TITULAIRE	Elu en
Personne qualifiée	Yves Berthelot	Président élu par l'AG
Personne qualifiée	Christophe ALLIOT	2009
AGIR Abcd Association générale des intervenants retraités - Actions de bénévoles pour la coopération et le développement	Philippe AUBERT	2010
BATIK International	Isabelle DEVAUX Pauline MARC (suppléante)	2010
CGT Confédération générale du travail	Jean-Jacques GUIGON	2009
CUF Cités-Unies France	Charles JOSSELIN Nicolas WIT (suppléant)	2010
ESF Electriciens sans frontières	Thierry EVE	2009
ECHOPPE	André ERNST Beverley OTT (suppléante)	2010
ESSOR Essor, Soutien, Formation, Réalisation	Jean-Philippe DELGRANGE	2010
GRDR Groupe de recherche et de développement rural	Michel COLIN DE VERDIERE	2010
GRET Groupe de recherche et d'échanges technologiques	Rodolphe CARLIER	2010
ISF Ingénieurs sans frontières	Nicolas LAURENT	2009
MISOLA	Martine FRASNETTI	2010
SPF – Secours populaire français	Daniel VERMEIRE	2009
UNMFREO – Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation	André GODARD	2009

### **Président**

Elu par l'Assemblée Générale du 17 janvier 2002 et réélu par l'assemblée générale du 17 juin 2007

Yves Berthelot

### **Membres du bureau élu par le conseil de direction du 6 octobre 2010**

Vice-président	Jean-Philippe Delgrange
Vice-président	Rodolphe Carlier
Trésorier	Christophe Alliot
Secrétaire	Jean-Jacques Guigon

### **Comité consultatif au 31/03/2011**

Les membres du Comité consultatif sont nommés par le conseil de direction pour une durée de trois ans renouvelable. Ils sont chargés de participer à l'instruction des projets financés par le CFSI et de proposer au bureau un avis.

Nom	salarié d'une organisation membre du CFSI	Nommé en	Thématique
Martine François	Oui (Gret)	2008	AEA
Christophe Jacqmin	Non	2008	AEA et ESS
Emilie Nnanguia	Non	2008	ALIMENT <b>TERRE</b>
François Dibot	Non	2010	ESS
Pauline Marc	Oui (Batik International)	2010	ESS
Lucien Cousin	Non	2008	SCP
Laurent Denis	Non	2008	SCP
Sonia Vinolas	Non	2010	SCP
Marie-Agnès Le Plaideur	Oui (Syfia International)	2010	SCP

### **Comité pilotage convention programme SCP (nommé par le conseil de direction 2010)**

1 représentant du conseil de direction : Christophe Alliot

2 salariés CFSI : responsable programme SCP et direction CFSI

4 personnes issues d'organisations membres : Nicolas Laurent (ISF), Matthieu Lafréchoux (GRDR), Virginie Rachmühl, (Gret) Krystel Vinçonneau (UNMFREO),

2 personnes ressources Sud : Youssouf Cissé, Moctar Diallo

1 personne ressource Nord : Lucien Cousin

## **ABREVIATION**

ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique
ADLE	Alliance des Démocrates et Libéraux Européens
AEA	Agriculture et alimentation
AFD	Agence Française de Développement
APP	Assemblée parlementaire paritaire
CFI	Canal France International
CNOSCG	Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne
CPD	Cohérence des politiques pour le développement
DEVE	Commission « développement » du Parlement européen
ESS	Economie sociale et solidaire
FDF	Fondation de France
FISONG	Facilité d'innovation sectorielle des ONG
GUE	Gauche Unitaire Européennes
IMF	Institution de micro finance
MAEE	Ministère des Affaires étrangères et européennes
OP	Organisation paysanne
OSC	Organisation de la société civile
PCPA	Programme concerté pluri acteurs
PKE	Club écologique polonais (membre des Amis de la Terre international)
PZS	Réseau vert polonais
SCP	Société civile et participation